



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

Allons au fond

Des chaînes d'approvisionnement durables

Éradiquer la pauvreté, assurer l'alimentation, protéger le climat,
façonner la mondialisation de manière juste





Ferme de mangues au Kenya






Les fruits rouges à noyaux des plants de café sont également connus sous le nom de baies de café.

Sommaire

Il est temps d'agir	5
<hr/>	
1. Un défi mondial	7
<hr/>	
Pourquoi des chaînes d'approvisionnement durables nous concernent tous	7
2. Notre approche : des chaînes d'approvisionnement durables	11
<hr/>	
Emprunter de nouvelles voies	11
Les gouvernements fixent le cadre	12
Les entreprises ont des devoirs	14
Coopérer de manière globale	14
Des coopérations internationales solides	16
Agir ensemble durablement	17
3. Nos champs d'action	19
<hr/>	
Comment apporter de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales	19
Des mesures dans les pays producteurs	19
Des mesures en Allemagne et dans l'UE	24
Mesure primordiale : la numérisation	31
4. Des matières premières agricoles comme base de la création de valeur ajoutée	35
<hr/>	
Un aperçu de différentes chaînes d'approvisionnement	35
Cacao	36
Café	38
Coton	42
Caoutchouc	46
Bananes	48
Huile de palme	52
Soja	56
5. Perspectives	60
<hr/>	
Ce qui doit se produire maintenant	61

A woman with glasses and a colorful headwrap is smiling broadly while holding a large, yellowish-orange cacao pod on a tree trunk in a lush green forest. She is wearing a white long-sleeved shirt and a patterned skirt with circular motifs. The background is filled with dense foliage and sunlight filtering through the trees.

« Pour moi, le cacao est comme un trésor. Il fait partie de notre culture. Il a d'abord été cultivé par nos ancêtres, puis par nos parents. »

Cécile Bilé-Assama
Cacaocultrice d'Aboisso

Il est temps d'agir

EXEMPLE : la culture du cacao en Afrique de l'Ouest

La Côte d'Ivoire et le Ghana sont les principaux pays producteurs de cacao. 90 pourcent de la culture sont effectués par des petites exploitations agricoles. La productivité et la qualité sont faibles, tout comme les revenus : 87 pourcent des familles productrices de cacao en Côte d'Ivoire et 83 pourcent au Ghana ne gagnent pas de revenu décent, soit plus de 1,5 million de petit.e.s exploitant.e.s agricoles !

Les conséquences

La faim, la pauvreté, le travail abusif des enfants, l'exode rural, la déforestation croissante des forêts tropicales humides : impossible de mener une vie décente et un danger pour le climat mondial ; selon des résultats du *National Opinion Research Center* (NORC) de l'Université de Chicago, plus de 1,5 million d'enfants travaillent encore en Côte d'Ivoire et au Ghana.

EXEMPLE : l'extraction d'huile de palme en Asie du Sud-Est

84 pourcent de l'huile de palme mondiale sont produits en Indonésie et en Malaisie. La culture d'huile de palme est fréquemment associée à un déboisement et un brûlis de forêt tropicale à grande échelle. En Indonésie à elle seule, 480 000 hectares de forêts tropicales ont été déboisés en 2017. De plus, la culture de l'huile de palme s'accompagne souvent de violations massives des droits humains.

Les conséquences

La destruction de la forêt tropicale, l'extinction d'espèces, l'émission de gaz à effet de serre, la disparition de puits de carbone, les déplacements de populations, l'injustice sociale.

Dans le monde entier, le travail des **enfants** affecte **160 millions** d'entre eux.



112 millions d'enfants

travaillent dans le secteur de l'agriculture,

dont rien que **71 millions** en Afrique.



Plantations d'huile de palme près
de Villavicencio en Colombie

1. Un défi mondial

Des enfants continuent encore de travailler dans des plantations de cacao pour notre chocolat. Des forêts tropicales continuent encore d'être déboisées pour cultiver de l'huile de palme qui entre dans la composition de nos produits finis. Nous devons agir : éradiquer la pauvreté, empêcher l'exploitation, mettre un terme au changement climatique. Nous y parviendrons uniquement en concevant ensemble des chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales durables.

Pourquoi des chaînes d'approvisionnement durables nous concernent tous

Les matières premières agricoles : ce qui peut paraître abstrait est partie intégrante de notre quotidien : l'huile de palme de notre shampoing, le café du matin, la banane dans notre muesli, un carreau de notre chocolat préféré, le t-shirt en coton ou les pneus de voiture en caoutchouc. La production d'un grand nombre de ces produits que nous consommons souvent sans état d'âme provoque la destruction de la nature et l'exploitation d'êtres humains.

Des petit.e.s exploitant.e.s agricoles

80 pourcent des agriculteur.rice.s du monde entier sont des petit.e.s exploitant.e.s. Ils produisent près de 90 pourcent de la production de cacao et bien plus de 70 pourcent de la production de café, de coton et de caoutchouc. Une grande partie du cacao utilisé pour notre chocolat provient p. ex. de Côte d'Ivoire et du Ghana. En l'absence des petit.e.s exploitant.e.s, nous serions contraints de renoncer à un grand nombre de produits au quotidien. Toutefois, aujourd'hui, leurs cultures ne permettent en général pas à ces personnes au début de la chaîne d'approvisionnement de se nourrir ainsi que leur famille. Les revenus qu'elles tirent de l'agriculture sont généralement si peu élevés, les contraignant à vivre dans une grande pauvreté et rendant impossibles des investissements dans leurs exploitations. Des familles en-

tières, dont des enfants, travaillent quotidiennement dans des champs et des plantations sans pouvoir toutefois générer des revenus décents. Ils sont privés d'une vie décente et d'une existence sûre.

Des prix peu élevés

Un autre facteur vient s'y ajouter : le soja, l'huile de palme, le cacao, le café et le caoutchouc comptent parmi les principales cultures à l'origine de la déforestation dans le monde entier. De grandes surfaces de forêts sont déboisées pour pouvoir cultiver ces matières premières. Près de la moitié des destructions de forêts mondiales ont lieu dans des forêts équatoriales, la zone de culture la plus importante pour les matières premières agricoles. Si nous souhaitons modifier cette situation, il est impératif de rendre durables les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales. De nombreux défis, tels que des prix peu élevés pour les matières premières et une basse rémunération de la main d'œuvre, sont profondément ancrés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ou imputables au système. En conséquence, rendre ces chaînes d'approvisionnement durables compte parmi les champs d'action prépondérants de la coopération internationale au développement. Nous serons uniquement en mesure de résoudre cette tâche si tous les acteurs assument leur responsabilité et les entreprises, les gouvernements, la société civile, les syndicats et les représentants des producteur.rice.s coopèrent. Si nous n'agissons pas maintenant, nous serons responsables de répercussions irréversibles menaçant notre existence à tous.



Les cabosses de cacao ont une écorce dure et épaisse.

Le changement climatique

En 2019, des incendies et des déboisements ont détruit près de douze millions d'hectares de forêts tropicales. Près d'un tiers d'entre elles étaient des forêts primaires. Ceci correspond à la disparition d'un terrain de football de forêt primaire toutes les six secondes pendant une année entière. Les forêts primaires revêtent une importance particulière pour la biodiversité et la séquestration de carbone. Le brûlis de forêts et l'assèchement des tourbières rejettent dans l'atmosphère de grandes quantités du gaz à effet de serre qu'est le dioxyde de carbone (CO₂). Les destructions de forêts représentent près de 20 pourcent des émissions mondiales de gaz à effet de serre qui sont directement à l'origine du réchauffement mondial. Ainsi, la déforestation participe davantage au changement climatique que le secteur des transports. Le changement climatique détruit notre planète. Il implique une baisse accrue de la productivité agricole. En outre, il accroît le risque de catastrophes naturelles.

Violations des droits humains

Dans la production agricole, les exploitant.e.s sont souvent victimes de violations des droits humains. Les travaux forcés, l'interdiction des syndicats et les dommages pour la santé entraînés par les pesticides ne sont que quelques-uns des problèmes de droits humains survenant dans les chaînes d'approvisionnement agricoles. Les femmes et les groupes marginalisés sont particulièrement souvent exposés à ces risques.

Migrations

Les forêts représentent la base existentielle directe de plus de 1,6 milliard de personnes, ainsi qu'un facteur économique important dans un grand nombre de régions du monde. Dans certaines zones rurales, les forêts contribuent jusqu'à 80 pourcent aux revenus des ménages. Les forêts tropicales en particulier sont une source importante de revenus et d'alimentation qui crée des emplois. Près de 60 millions d'habitants, la majorité appartenant à des peuples indigènes, sont essentiellement tributaires des forêts pour leur survie. Ils disposent de savoirs traditionnels qui sont cruciaux pour conserver la biodiversité.

Les forêts représentent la base existentielle directe de plus de

1,6 milliard de personnes.



Les forêts contribuent jusqu'à **80 pourcent** aux revenus des ménages, sont une source importante de revenus et d'alimentation et créent des emplois.



Près de **60 millions d'habitants**, la majorité appartenant à des peuples indigènes, sont essentiellement tributaires des forêts pour leur survie.

Aujourd'hui déjà, des personnes qui ne peuvent pas ou guère vivre de leur travail dans les cultures se déplacent vers les villes ou cherchent des alternatives leur permettant à elles et à leurs familles de vivre décemment. La pauvreté et le manque de sécurité pour l'existence comptent parmi les premières causes de l'exode rural et des migrations. Ces causes sont exacerbées par les répercussions du changement climatique. Aujourd'hui déjà, le secteur agricole n'est guère plus attrayant pour les

jeunes de nos pays partenaires, avec en corollaire une baisse de la productivité agricole.

Il existe un risque de pénurie de matières premières

Des rendements faibles, des revenus intolérables, des conditions de culture détériorées par le changement climatique et un risque accru de catastrophes font face à une croissance démographique faisant passer la population actuelle de 7,6 milliards de personnes en 2019 à près de 9 milliards d'ici 2050. Le secteur agricole doit accroître sa productivité d'un minimum de 60 pourcent pour être à la hauteur de la population mondiale

croissante en cas de maintien de la consommation actuelle. Au vu de tous ces facteurs, nous menons une course contre la montre. Nous la gagnerons uniquement si les entreprises, les gouvernements, la société civile, les syndicats et les représentants des producteurs coopèrent et en empruntant ensemble de nouvelles voies. Des écosystèmes intacts sont le préalable de base pour assurer un approvisionnement en matières premières renouvelables sur le long terme. Des augmentations de production ne doivent se faire au détriment des écosystèmes. Des pratiques agricoles inadaptées entraînent une perte insidieuse de la productivité des sols et se soldent par une pénurie accrue de matières premières.

Un exemple :

les cacaoculteurs.rice.s en Côte d'Ivoire

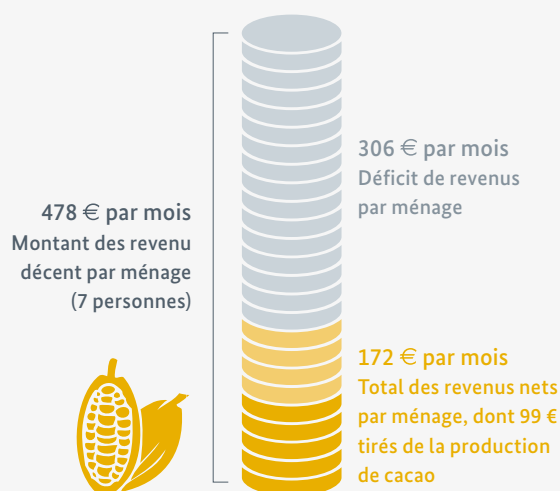
Une famille typique productrice de cacao en Côte d'Ivoire compte 7 membres, soit quatre enfants et trois adultes. Pour avoir un bon niveau de vie simple, cette famille a besoin de revenu décent à hauteur de 478 euros par mois. En effet, seul un revenu décent est un revenu équitable. Près de la moitié est consacrée aux frais nécessaires pour s'alimenter de manière équilibrée. Cette famille a besoin de 55 euros par mois pour habiter dans une maison d'un standard adapté.

Les dépenses consacrées à l'éducation, la santé, aux vêtements et à d'autres besoins représentent plus d'un tiers du total des revenus mensuels. Par ailleurs, il serait souhaitable que la famille soit en mesure de mettre de côté cinq pourcent de ses revenus mensuels pour des événements inattendus, p. ex. en vue de compenser des mauvaises récoltes causées par des sécheresses.

En des termes réels, les revenus mensuels de cette famille s'élèvent uniquement à 172 euros. La culture du cacao lui rapporte près de 100 euros. **En conséquence, chaque mois, 306 euros lui font défaut** pour pouvoir mener une vie simple de qualité.

À titre d'exemple, des approches permettant de combler ce déficit de revenus sont les suivantes : faire accepter une augmentation des prix des matières premières pour les petits.e.s. exploitant.e.s, promouvoir des sources de revenus alternatives, proposer des offres de formation visant à améliorer la productivité et la qualité des produits agricoles.

Revenus d'un ménage producteur de cacao



Un ménage producteur de cacao en Côte d'Ivoire ne dispose que de près d'un tiers des revenus décent.

Des petit.e.s exploitant.e.s agricoles en
chemin vers le prochain point de collecte
du coton



2. Notre approche : des chaînes d'approvisionnement durables

Il est inacceptable que des personnes soient encore exploitées pour extraire des matières premières agricoles. Dans le but de rendre durables les chaînes d'approvisionnement agricoles, il est urgent que tous les partenaires le long des chaînes de valeur ajoutée agissent plus durablement. Les approches adoptées par le passé ne vont pas assez loin. Il convient de fonder de nouvelles alliances en vue d'aller de manière conséquente à l'encontre de l'exploitation des humains et de l'environnement. Les problèmes mondiaux peuvent être résolus uniquement en unissant nos forces à l'échelon mondial. La politique fixe ici le cadre pour une économie plus durable.

Emprunter de nouvelles voies

L'objectif que nous poursuivons est évident : nous devons permettre aux exploitant.e.s agricoles de vivre décemment de leur travail. Le préalable requis est une production durable et le commerce équitable des produits agricoles. Pour pouvoir nourrir la population mondiale croissante et mettre fin simultanément à la destruction des forêts, ainsi que conserver nos écosystèmes et protéger notre climat, il est impératif d'accroître la productivité par superficie dans le secteur agricole.

Mesures d'adaptation

Avec le changement climatique, les chaînes d'approvisionnement agricoles, notamment dans la production primaire, sont déjà de plus en plus affectées par les phénomènes météorologiques extrêmes, les modifications des quantités de précipitations et des températures, ainsi que les déplacements des périodes de végétation. En vue de continuer à assurer des chaînes d'approvisionnement durables et stables, il est nécessaire de prendre des mesures d'adapta-

tion ambitieuses. Et de se focaliser sur les petites exploitations agricoles des pays en développement. L'adaptation et l'augmentation de la productivité peuvent nous permettre de rendre le secteur agricole attrayant également pour les jeunes.

Des systèmes normatifs pour le secteur agricole

Il existe déjà de bonnes approches : en effet, des systèmes normatifs améliorent p. ex. la durabilité d'un grand nombre de chaînes d'approvisionnement. Ces systèmes normatifs sont connus sur un grand nombre de produits comme labels, tels que *Fair Trade* ou la *Rainforest Alliance*. Ces labels permettent de reconnaître d'un coup d'œil que la fabrication du produit a respecté des critères de durabilité. Bien que les systèmes normatifs aient participé à une amélioration de la situation dans un grand nombre de chaînes d'approvisionnement, ils ne sont pas à même de résoudre à eux seuls des problèmes systémiques, tels que l'exploitation des enfants par le travail et la déforestation. Il revient à la politique et au secteur privé de réunir les conditions-cadre propices à des

chaînes d'approvisionnement durables. Ils disposent à cet égard de différents instruments.

Principes de culture agroécologique

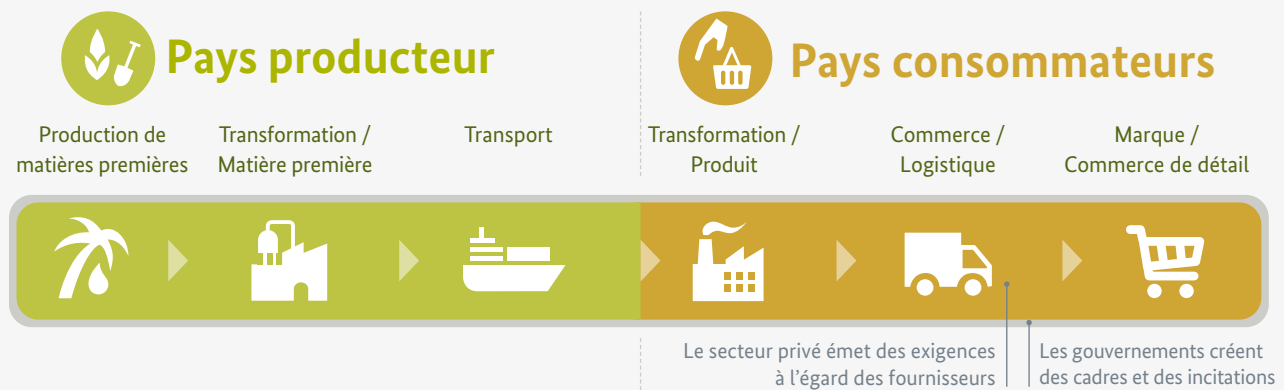
Des méthodes culturales conservant la fertilité naturelle des sols ou même en mesure de l'accroître sont requises pour augmenter la productivité sur les surfaces cultivables existantes. La production agricole suivant les principes agroécologiques poursuit entre autres cet objectif, tout en accroissant simultanément la résilience du paysage agricole face aux répercussions du changement climatique.

Les gouvernements fixent le cadre

Tous les gouvernements ont l'obligation de respecter, protéger et garantir les droits humains. Les gouvernements du Sud et du Nord global, soit les pays producteurs et consommateurs, peuvent faire de la durabilité une partie intégrante élémentaire de leur politique. La législation et son application sont des instruments puissants à cet égard. Fixant le cadre pour les activités économiques sur le marché allemand, le Gouvernement fédéral a la possibilité de déterminer les règles relatives au devoir de diligence des entreprises. Avec son Plan d'action national « Entreprises et droits de l'homme » (PAN),

Modèle du changement

Instrument pour des chaînes de valeur durables



Pays producteur		Pays consommateurs	
Gouvernements	Secteur privé	Gouvernements	Secteur privé
<ul style="list-style-type: none"> → Aménagement politique → Réglementation et législation → Application juridique 	<ul style="list-style-type: none"> → Organisation sectorielle → Pratiques d'achat → Instruments pour la durabilité, p. ex. systèmes normatifs → Gestion de la durabilité → Traçabilité, Chain of Custody 	<ul style="list-style-type: none"> → Aménagement politique → Réglementation et législation → Application juridique → Achats publics 	<ul style="list-style-type: none"> → Pratiques d'achat → Instruments pour la durabilité, p. ex. systèmes normatifs → Gestion de la durabilité → Devoirs de diligence → Traçabilité, Chain of Custody
Processus de soutien			
Éducation et sensibilisation	Financement du changement	Gestion des processus et suivi	Organisations non gouvernementales et médias

L'Allemagne a débuté la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations unies. Toutefois, le suivi du PAN a fait ressortir en 2020 qu'à peine 20 pourcent des entreprises implantées en Allemagne comptant plus de 500 collaborateurs assument volontairement leur devoir de diligence. En conséquence, en mars 2021, le Conseil des ministres fédéral a adopté le projet de « Loi relative aux devoirs de diligence des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement ». Le Bundestag et le Bundesrat ont adopté cette loi en juin 2021.

De même, l'Union européenne prévoit de définir plus exactement le cadre pour la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement : en 2021, la Commission européenne a présenté des propositions législatives relatives, premièrement, aux devoirs de diligence en matière des droits humains et de la protection de l'environnement en général et, deuxièmement, aux chaînes d'approvisionnement sans déforestation en particulier. Le Parlement européen s'est déjà déclaré favorable à plusieurs reprises à des devoirs de diligence ambitieux en matière de droits humains et de l'environnement en général, et de chaînes d'approvisionnement sans déforestation en particulier.

Le Royaume-Uni prévoit également une loi visant à conférer aux entreprises des devoirs de diligence en matière de déforestation illégale.

En avril 2020, l'Allemagne a adopté les Lignes directrices du Gouvernement fédéral allemand relatives à la promotion des chaînes d'approvisionnement sans déforestation des matières premières dans le but de s'engager davantage à l'échelon international et au sein de la coopération bilatérale pour réduire la déforestation dans les importations agricoles. Leurs recommandations pour le Gouvernement fédéral allemand à l'avenir sont les suivantes : faire la promotion d'initiatives du secteur privé, de la société civile et de fédérations, apporter son soutien aux pays producteurs dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement sans déforestation et approfondir la coopération au niveau international, notamment avec d'autres pays consommateurs importants.

La loi française relative au devoir de diligence des sociétés impose plusieurs obligations aux grandes entreprises : identifier les risques pour les droits humains et l'environnement, les prévenir et en rendre compte publiquement. En mai 2019, le Parlement hollandais a adopté une loi relative aux devoirs de diligence visant à éviter le travail des enfants. L'entrée en vigueur de cette loi est prévue pour 2022.

Outre la politique d'achat des entreprises, leurs devoirs de diligence et la traçabilité de produits, la réglementation étatique et l'application des règles peuvent être des instruments décisifs pour établir des chaînes d'approvisionnement durables. Ceci est valable pour l'Allemagne et d'autres pays consommateurs, mais également pour les pays producteurs. Les gouvernements déterminent le cadre de l'action économique aux deux extrémités de la chaîne d'approvisionnement. L'application juridique souvent faible est à l'origine de violations. Cet exemple illustre l'importance d'identifier des instruments pertinents. En même temps, tous les acteurs doivent disposer des moyens de les utiliser. C'est à ce niveau que le BMZ intervient dans son travail : nous apportons notre soutien aux gouvernements et aux acteurs pertinents dans leur travail pour plus de durabilité.

Société civile

La durabilité est une mission pour l'ensemble de la société. Pour permettre un changement qui soit réellement durable, d'autres acteurs en dehors de la chaîne d'approvisionnement jouent également un rôle important : les médias et les organisations non gouvernementales influencent la politique et les entreprises de l'extérieur grâce à leur couverture médiatique et leur sensibilisation. Ils révèlent des abus et revendiquent des changements. En même temps, ils expliquent les contextes et sensibilisent, dans les pays consommateurs et producteurs. De manière générale, l'éducation contribue à une production durable et une consommation responsable. Seulement lorsque les producteurs sont informés des pratiques culturelles durables, il leur est possible de les mettre en œuvre. Les consommateurs peuvent apporter leur soutien à des entreprises responsables uniquement s'ils sont sensibilisés de manière transparente

sur la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement. Les informations relatives aux conditions de production doivent être disponibles et présentées de la manière la plus compréhensible possible.

D'autres acteurs influents pouvant aider de l'extérieur à amener un changement vers plus de durabilité sont les banques et les investisseurs. En définissant des critères de durabilité pour leurs investissements ou octrois de crédits, ils exercent une influence pertinente sur les chaînes d'approvisionnement. Des donateurs internationaux et des fondations mettent des fonds à disposition en vue de promouvoir la durabilité en particulier dans les pays les plus pauvres. En procédant de la sorte, ils contribuent au financement du changement. Au niveau de nos approches holistiques, nous devons coopérer au sein de nouvelles alliances à l'échelon national, européen et international et unir nos forces. En la matière, il n'y a pas des intérêts d'États individuels, des gains les plus élevés pour les entreprises ou des denrées alimentaires aux coûts les plus bas pour les consommateurs, mais de l'avenir de notre planète, de la conservation de notre environnement et du droit de tout un chacun à des conditions de vie décentes. En conséquence, le BMZ se mobilise en faveur des coopérations, au niveau national et international.

Les entreprises ont des devoirs

Certes, les consommateurs peuvent influencer sur la chaîne d'approvisionnement avec leurs achats, mais en fin de compte, ils ne peuvent acheter que les produits proposés en rayon. La répartition du prix payé entre tous les acteurs le long de la chaîne d'approvisionnement n'est pas déterminée par les consommateurs. La responsabilité en la matière relève du commerce de détail et des producteurs de denrées alimentaires, ainsi que de leurs fournisseurs. Ce sont eux qui déterminent les conditions de production et de livraison. Une responsabilité particulière incombe aux entreprises achetant et transformant des matières premières dans nos pays partenaires. Elles ont l'obligation d'introduire dans leur portefeuille uniquement des produits dont il est prouvé qu'ils respectent des critères de durabilité. La politique d'achats des entreprises est un instrument

Coopérer de manière globale



Forum Nachhaltiger Kakao
German Initiative on Sustainable Cocoa

Un bon exemple de la coopération interministérielle nécessaire est celle réalisée entre le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL) au sein de l'**Initiative Allemande pour le cacao durable (GISCO)**. Ces ministères fédèrent ici leurs forces avec l'industrie de la confiserie, le commerce de denrées alimentaires et la société civile dans le but de rendre le secteur du cacao durable. Par ailleurs, la Ministre fédérale allemande de l'Agriculture, Mme Julia Klöckner, et le Ministre fédéral allemand du Développement, M. Gerd Müller, interviennent avec un Plan en dix points en faveur d'un secteur du cacao durable qui implique tous les acteurs allemands. Ensemble, nous entendons veiller à ce qu'à long terme, 100 pourcent des produits finis contenant du chocolat vendus en Allemagne proviennent de cultures certifiées. Ensemble, nous œuvrons à la protection des forêts, nous améliorons les conditions de vie des familles productrices de cacao en Afrique de l'Ouest, nous nous investissons contre l'exploitation des enfants par le travail et renforçons le rôle joué par les femmes dans la culture cacaoyère. Il s'agit d'une étape dans la bonne direction qui devra être suivie d'un grand nombre d'autres étapes dans d'autres domaines des chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales.

puissant. Si des producteurs de denrées alimentaires exercent une action sur cet instrument, ils ont la possibilité d'influer directement sur les conditions de production dans les pays partenaires. La traçabilité et le respect des devoirs de diligence sont des instruments permettant aux entreprises d'influer sur la durabilité le long des chaînes d'approvisionnement. Cela permet aux entreprises de revendiquer de leurs fournisseurs de respecter certaines normes sociales et environnementales et, par conséquent, de déterminer des règles valables pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

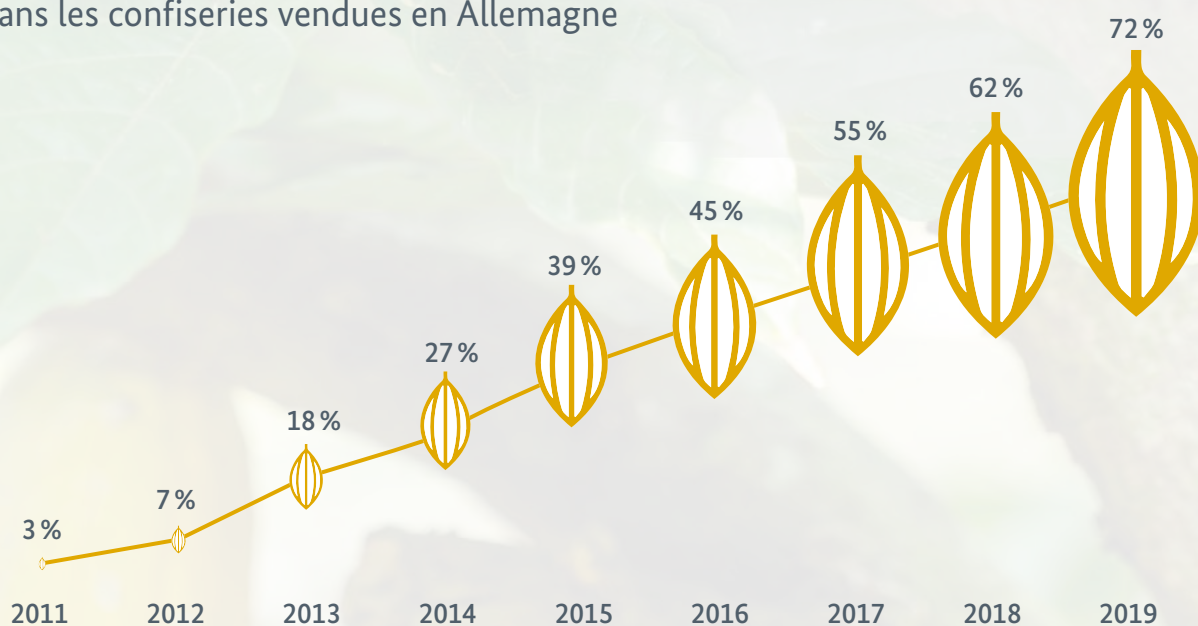
La politique attend de la part des entreprises qu'elles honorent leur devoir de diligence conformément aux cinq éléments essentiels des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de

Un cacaoyer portant des fruits pendant la saison sèche.



Part de cacao produit durablement

dans les confiseries vendues en Allemagne



Source : Fédération de l'industrie allemande de la confiserie (BDSI)

l'homme des Nations unies. Elles devraient savoir d'où proviennent leurs marchandises brutes et être en mesure d'assurer leur traçabilité jusqu'à leur production par les petit.e.s exploitant.e.s. C'est loin d'être toujours le cas. Toutefois, dès aujourd'hui, certaines entreprises assument leur responsabilité et œuvrent à rendre leurs chaînes d'approvisionnement transparentes, équitables et durables. Celles-ci seront bien préparées lorsque les conditions-cadres politiques continueront à évoluer. Des engagements volontaires des entreprises sont une mesure en faveur de plus de durabilité.

Des coopérations internationales solides

Aux niveaux européen et international également, des alliances solides sont indispensables. Nous devons réfléchir plus intensément au-delà des frontières et œuvrer aux mêmes objectifs : c'est le préalable nécessaire pour être à la hauteur de notre responsabilité de lutter en faveur d'un monde juste.

Faim « zéro », pas de pauvreté, protéger l'environnement et le climat : voilà certains des 17 objectifs mondiaux de développement durable, les Objectifs de développement durable (ODD). Le Gouvernement fédéral allemand s'est engagé à atteindre ces 17 objectifs. Formulés dans l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies, ils s'adressent aux gouvernements du monde entier, mais aussi à la société civile, au secteur privé et au monde scientifique. La communauté internationale entend atteindre ces objectifs d'ici 2030. Avec son engagement en faveur des chaînes (agricoles) d'approvisionnement durables, l'Allemagne y apporte une contribution.

En outre, le Gouvernement fédéral allemand s'est engagé à respecter d'autres initiatives et accords internationaux. Il s'agit notamment de l'Accord de Paris sur le climat et des conventions des Nations unies relatives aux droits humains (Déclaration universelle des droits de l'homme) et à la biodiversité (Convention sur la biodiversité) et des normes fondamentales du travail de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Au niveau du G7 et du G20 également, l'Allemagne s'investit en faveur

Des chaînes d'approvisionnement durables contribuent aux ODD



Les trois dimensions de la durabilité



DIMENSION ÉCOLOGIQUE

Protection des forêts, protection de la biodiversité, protection et réhabilitation des sols, protection des ressources en eau douce, etc.



DIMENSION ÉCONOMIQUE

Garantir les matières premières grâce à des méthodes culturales durables



DIMENSION SOCIALE

Engendrer des revenus équitables, payer des salaires équitables, respecter les droits humains, éviter l'exploitation des enfants par le travail, etc.

Source : GIZ

de davantage d'économie durable : avec son Plan Marshall avec l'Afrique, l'Allemagne entend appuyer ses pays partenaires en Afrique dans leur développement économique durable. L'Accord multilatéral sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) permet de simplifier des procédures nationales dans les pays en développement concernant leurs exportations et de réduire les frais inutiles. Les pays industrialisés sont censés apporter un appui aux pays en développement à cet égard. L'Allemagne s'est également impliquée en faveur des pays en développement au sein de l'OMC.

Dans la Déclaration de New York sur les forêts, le Gouvernement fédéral allemand s'est engagé avec d'autres gouvernements et entreprises à mettre un terme à la déforestation d'ici 2030. À l'échelon européen également, le BMZ s'investit en faveur de mesures visant à améliorer la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement : en vue de promouvoir les chaînes d'approvisionnement sans déforestation, sept gouvernements européens, dont l'Allemagne, ont signé les Déclarations d'Amsterdam relatives à la protection des forêts dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et à la culture plus durable de l'huile de palme. Par ailleurs, le BMZ

revendique que des accords commerciaux internationaux de l'UE avec des États tiers réglementent de manière contraignante la durabilité des matières premières agricoles.

Agir ensemble durablement

Notre stratégie est évidente : il est impératif que les gouvernements et le secteur privé coopèrent encore plus étroitement le long de la chaîne d'approvisionnement entière. Cette coopération ne doit pas s'arrêter à des frontières nationales ou des domaines de compétences. Il convient d'atteindre l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement avec nos mesures, c'est-à-dire des petites entreprises exploitant.e.s agricoles dans le pays producteur jusqu'aux consommateurs finaux dans le pays de consommation. Des acteurs de la société civile et des médias accompagnent ce changement. À cet égard, nos actions se font toujours dans l'esprit de la durabilité. Ceci implique que nous tenons toujours compte de trois dimensions lors de l'élaboration de mesures concrètes : l'écologie, l'économie et le social. C'est le préalable pour pouvoir assurer des chaînes d'approvisionnement agricoles réellement durables.

Les graines de coton sont séparées des fibres et transformées ensuite en huile ou semences.



3. Nos champs d'action

Si nous entendons rendre plus durables les chaînes d'approvisionnement agricoles, nous ne devons pas nous focaliser avec des mesures individuelles sur des domaines partiels isolés le long des chaînes d'approvisionnement. Nos mesures doivent s'imbriquer tout en étant adaptées aux différentes matières premières et sites de production. Elles s'adressent à tous : aux producteur.rice.s, aux gouvernements, aux entreprises, aux consommateur.rice.s

Comment apporter de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales

Comment pouvons-nous mettre en œuvre notre stratégie très concrètement dans la pratique ? Le BMZ intervient dans différents champs d'action. Nous réfléchissons toujours en des termes locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Ainsi, nous actionnons différents leviers, tant dans les pays partenaires qu'en Allemagne, afin de conférer plus de durabilité aux chaînes d'approvisionnement. Nous prenons en considération l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, du pays producteur au pays consommateur.

Nous misons sur une combinaison de différents moyens qui s'imbriquent les uns dans les autres. Nos mesures sont présentées dans les pages suivantes.

Des mesures dans les pays producteurs

Des revenus équitables

En dépit de leur travail, une grande partie des personnes travaillant au début de la chaîne d'approvisionnement ne génère pas suffisamment de revenus pour pouvoir mener une vie simple, mais de qualité

avec leur famille. Il est fréquent que l'argent gagné ne suffise tout simplement pas à survivre et en aucun cas à investir dans l'exploitation qu'elles possèdent. Sont concernés notamment les petit.e.s exploitant.e.s agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

En l'absence d'argent pour les investissements, c'est la productivité agricole qui en pâtit. Les conséquences fréquentes observées sont la pauvreté et l'exploitation des enfants par le travail qui en découle. Nombre de familles quittent leur exploitation, leur région rurale ou même leur région d'origine et se mettent en quête d'une vie meilleure.

Pour mettre un terme à cette situation, il est impératif d'instaurer la transparence le long de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Une étape importante est de parvenir à des revenus décent pour les agriculteur.rice.s. À cet égard, nous calculons le montant de revenus équitables et avons, à titre d'exemple, fondé un groupe de travail avec des commerçants de détail allemands visant à accroître les revenus au début de la chaîne d'approvisionnement.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

Nous illustrons l'ampleur du déficit de revenus pour les agriculteur.rice.s dans différentes régions du monde.

Par ailleurs, nous élaborons avec le secteur privé, des gouvernements et la société civile, des approches innovantes destinées à améliorer les revenus des petit.e.s exploitant.e.s agricoles et de leurs familles.

IMPACT

Dans le meilleur des cas, plus de transparence sur des revenus qui soient vraiment décents mène à repenser la fixation des prix des produits. Les agriculteur.rice.s doivent toucher plus d'argent. Il s'agit d'un pas important sur la voie d'une rémunération équitable.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

→ Promouvoir des relations commerciales durables : nombreux sont les gouvernements et les entreprises qui ne connaissent pas les conditions d'exploitation de leurs matières premières. Les prix qu'ils paient pour leurs marchandises sont si bas qu'ils ne peuvent ni couvrir les coûts de production ni générer des revenus décents. On constate souvent l'absence de relations directes et de long terme avec les producteur.rice.s. Pourtant, il s'agirait d'une démarche judicieuse pour

les entreprises en vue d'assurer durablement leur acquisition de matières premières. Si des producteur.rice.s abandonnent leurs exploitations à cause de la pauvreté, cela peut également nuire aux entreprises. Pour aller à l'encontre de telles situations, il convient d'améliorer les revenus des agriculteur.rice.s. Les entreprises et les gouvernements doivent connaître les conditions de production sur place et instaurer des mesures de soutien pour permettre de bonnes pratiques agricoles ou la sécurité au travail. Les entreprises doivent conclure des contrats de long terme avec les producteur.rice.s et payer des prix équitables. À ce jour, néanmoins, le nombre d'entreprises poursuivant cette approche n'est pas suffisant.

→ Se focaliser sur le revenu décent lors des certifications : les certifications de produits à elles seules ne peuvent souvent pas garantir des revenus décents pour les producteur.rice.s. Quelques systèmes normatifs tentent d'accroître les revenus des petit.e.s exploitant.e.s agricoles en fixant des primes supplémentaires et des prix minimaux. En conséquence, nous aidons les systèmes normatifs à intégrer et mettre en œuvre le revenu décent comme critère. Pour garantir

Calcul de revenus équitables



Exemple d'une famille productrice de cacao en Côte d'Ivoire comptant en moyenne 7 membres.

DÉFINITION : REVENU DÉCENT / REVENUS ÉQUITABLES

Revenus annuels nets d'un ménage générés dans des conditions de travail décentes à un lieu précis et suffisants pour permettre un niveau de vie convenable à tous les membres du ménage. Les aspects pris en compte dans le calcul des revenus décents sont les suivants : nourriture, eau, logement, éducation, soins de santé, transports, vêtements et autres besoins essentiels, incluant des précautions pour des événements imprévus.

Source : *The Living Income Community of Practice, 2015*



Le reboisement peut apporter une contribution précieuse à la protection du climat. Il est toutefois encore plus important de préserver les forêts vierges et leur biodiversité particulièrement importante.

au commerce et aux consommateurs lors de l'achat de produits certifiés que les petits exploitants génèrent des revenus décents de leur production.

Mettre en place des régions de cultures durables

L'objectif de cette mesure est d'améliorer les conditions de vie des petits exploitants agricoles et de développer durablement l'ensemble de la région. Avec des acteurs civils et économiques intervenant dans une région, le gouvernement local dans le pays de production définit comment assurer l'utilisation durable des terres et la mettre en œuvre. Ils décident ensemble quelles zones sont concernées par l'agriculture durable, lesquelles sont classées zones protégées et où a lieu la promotion du développement économique ou industriel. Cette mesure renforce la durabilité au sein de l'unité administrative (district, région, province ou similaire).

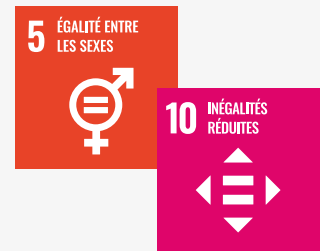
En procédant à une planification commune de l'utilisation des terres et à sa mise en œuvre, des décisions économiques et écologiques vont de pair dans une région de cultures durables. En liant de telles régions de production durables à des acheteurs le long des chaînes d'approvisionnement mondiales, elles deviennent le point de départ de chaînes d'ap-

provisionnement sans déforestation. Cette approche comprend toutes les matières premières produites dans cette région. Différents systèmes numériques (basés sur les satellites ou des vues aériennes) peuvent être utilisés pour la surveillance par le gouvernement local et des tiers indépendants. Ces systèmes permettent aux entreprises et au gouvernement local de prouver leur respect des règles de durabilité, p. ex. que la déforestation ne gagne pas du terrain dans leur chaîne d'approvisionnement. Des solutions numériques relatives à la traçabilité aident ici à vérifier en permanence le statut de la durabilité et éventuellement à intervenir. Des régions de cultures durables améliorent également les conditions de vie des agriculteurs. Dans ces régions, ils bénéficient de formations consacrées aux techniques de cultures durables et à la bonne gestion d'entreprise. En outre, leur situation économique est améliorée en étant directement reliés aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

Des régions de cultures durables ont besoin d'une utilisation durable des terres. Ceci est possible p. ex. en renonçant à l'usage de produits chimiques nocifs. Le BMZ apporte son soutien à des petits exploitants agricoles du monde entier pour appliquer les principes agroécologiques et fédérer ainsi les préoccupations économiques, écologiques et sociales.

Renforcer l'égalité des droits des femmes

Un grand nombre de ménages de régions rurales des pays en développement sont dirigés par des femmes. Elles jouent un rôle crucial dans l'exploitation des terres et pour le bien-être de leurs familles. Le renforcement du rôle des femmes, à travers des formations initiales et continues, ainsi que des droits d'intervention dans la répartition des terres et des ressources, renferme des potentiels pour accroître les rendements de l'agriculture et promouvoir le développement durable des régions rurales.



LES FEMMES DU SECTEUR CACAOYER

PRO-PLANTEURS est un projet commun de l'Initiative Allemande pour le cacao durable (GISCO), du Gouvernement ivoirien et du Gouvernement fédéral allemand en Côte d'Ivoire. Ce projet dispose d'un axe consacré aux femmes. En créant des opportunités de revenus supplémentaires, p. ex. par la culture d'autres fruits alimentaires ainsi que l'élevage de poissons et de volailles, il confère aux familles également la sécurité alimentaire.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

Le BMZ fait la promotion de la mise en place de régions de cultures durables en Indonésie et en Côte d'Ivoire tout en élargissant cette approche également en Éthiopie et en Colombie. Une région d'acquisition durable est mise en place respectivement en partenariat avec le gouvernement local, la société civile et les entreprises. L'agriculture, la protection des forêts et le développement économique sont abordés de manière équitable tandis que les défis sont traités au sein d'une approche globale.

IMPACT

Le soutien que nous apportons aux gouvernements locaux et aux entreprises dans les pays producteurs et consommateurs contribue à planifier plus durablement l'utilisation des terres et, en conséquence, à protéger les forêts.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

→ Pour pouvoir procéder à une appréciation générale de la durabilité d'une région, il est nécessaire de disposer d'institutions indépendantes qui

définissent et vérifient des critères comme dans le cas d'un système normatif. Nous soutenons ces efforts.

→ Rendre visibles les avantages des régions de cultures durables et renforcer les relations : l'émergence de régions de cultures durables sur le long terme requiert des entreprises reconnaissant clairement l'avantage économique de telles approches et le mettant à profit. À cette fin, nous devons renforcer les relations entre les entreprises qui achètent et les unités administratives locales.

Améliorer les systèmes normatifs

Des systèmes normatifs, tels que *Fairtrade*, *Rainforest Alliance* ou la Table ronde sur l'huile de palme durable (*Roundtable for Sustainable Palm Oil-RSPO*) sont une possibilité de faire accepter la durabilité le long de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Ils fixent des critères pour la production, le commerce et la transformation. Des auditeurs indépendants veillent au respect de ces critères. Les systèmes normatifs facilitent aux consommateurs, mais aussi aux entreprises, les achats durables grâce à leurs labels.

Acquérir et acheter des marchandises certifiées est l'une des manières les plus efficaces pour les entreprises d'améliorer la durabilité de leurs produits.

Néanmoins, lorsqu'un produit affiche qu'il est durable, il doit effectivement l'être. Par conséquent, il est impératif de continuer à améliorer les critères des systèmes normatifs et de contrôler davantage leur respect. Les approches agricoles telles que nous en avons besoin dans des régions de cultures durables ne sont à ce jour que rarement reprises par les systèmes normatifs. Elles ne se réfèrent pour l'instant que principalement à des unités de production individuelles. En vue de faire passer à l'échelle la durabilité et éviter des solutions autarciques sur des surfaces cultivables individuelles, nous soutenons l'élaboration de normes pour des paysages durables.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

Le BMZ fait la promotion des cultures durables dans des paysages entiers ou des régions entières. À cette fin, il est constamment en contact avec les organismes normatifs en étant représenté par la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)*. La GIZ coopère avec la fédération normative ISEAL Alliance afin de compléter les critères des systèmes normatifs dans l'optique d'approches paysagères holistiques. À travers la GIZ, le BMZ s'engage pour continuer à améliorer les normes de durabilité. À titre d'exemple, leur révision permet de les profiler et de renforcer les domaines thématiques d'importance cruciale pour le BMZ. En outre, nous veillons à la transparence. Sur le site www.siegelklarheit.de, nous informons les consommateurs des différents critères des normes de durabilité.

IMPACT

Les labels des systèmes normatifs facilitent aux entreprises et aux consommateurs les achats durables. Ils ont ainsi un impact sur la durabilité sociale et écologique sur place et le long de la chaîne d'approvisionnement.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

- Miser sur des produits certifiés : le coût des marchandises certifiées est plus élevé car leur production plus durable est plus onéreuse. Il est regrettable que toutes les matières premières produites dans le respect d'une norme de durabilité ne soient pas vendues à un prix plus élevé. La raison à cela : le nombre insuffisant d'acheteurs. En la matière, c'est à nous en tant que consommateurs de veiller à acheter des produits certifiés, ce qui permet de renforcer leur position sur le marché. Mais les entreprises peuvent aussi miser davantage sur des matières premières certifiées lors de leurs achats.
- L'élaboration de systèmes normatifs a fait émerger un nouvel instrument visant à ancrer la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les gouvernements des pays consommateurs et producteurs devraient soutenir l'engagement du secteur privé avec des conditions-cadre politiques et législatives qui font particulièrement la promotion des matières premières produites durablement dans les politiques fiscales et commerciales.



Des fèves de cacao séchées

Améliorer les conditions-cadre sur place

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

Le BMZ œuvre à améliorer les conditions-cadre sur place dans un grand nombre de projets avec ses pays partenaires. À travers des projets agricoles, nous entendons renforcer la situation des populations rurales. Les agriculteur.rice.s sont formés aux bonnes pratiques agricoles et à la gestion d'entreprise. Ils apprennent comment respecter les normes de qualité en vue d'accroître leurs possibilités de participer au marché.

Les possibilités que présentent les technologies de l'information et de la communication modernes (TIC) sont prises en compte, dans le but de relever les défis des différentes chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales. Les offres éducatives numériques peuvent aider à cultiver des matières premières. Les informations numériques, telles que les prix des matières premières consultables par SMS, augmentent la transparence et l'équité des ventes.

IMPACT

Le soutien que nous apportons à la bonne gouvernance, à la mise en place de capacités et aux formations permet de faire la promotion d'une meilleure utilisation des terres et de méthodes culturales durables. Procéder de la sorte nous permet ensuite de contribuer à l'augmentation des revenus et à l'amélioration de la protection de l'environnement.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

- Suivi : les gouvernements et les entreprises doivent mettre en place des systèmes fiables de suivi des forêts pour les protéger de la déforestation.
- Permettre la traçabilité : pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement agricoles, il est impératif de mettre en place des systèmes de traçabilité des matières premières qui permettent de remonter jusqu'aux petit.e.s exploitant.e.s.

Des mesures en Allemagne et dans l'UE

Fonder des partenariats multipartites

Les partenariats multipartites : il s'agit de groupements d'acteurs issus du secteur privé, de la société civile, du monde scientifique et du gouvernement. Ils représentent une voie pour faire évoluer un secteur économique vers plus de durabilité. Dans les partenariats multipartites, les acteurs d'un secteur économique se mettent d'accord sur les objectifs qu'ils comptent atteindre ensemble. Un groupement d'un grand nombre d'acteurs a plus d'impacts que des entreprises ou organisations non gouvernementales individuelles à elles seules. Les partenariats multipartites sont un instrument crucial de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

En Allemagne, le Gouvernement fédéral fait la promotion de différents partenariats multipartites.

L'exemple de partenariats pour un Jus d'orange durable



En 2020, le BMZ a lancé une initiative pour un Jus d'orange durable (*Partnerschaft für nachhaltigen Orangensaft* – PANO) avec de grandes chaînes commerciales et fabricants allemands de jus tels que *Beckers Bester*, *Kaufland* et *Rewe*, des syndicats et *Fairtrade*. Ce partenariat multipartite a pour objectif d'intégrer des revenu décent pour le jus d'orange en vue de rendre la chaîne du jus d'orange plus équitable. Cette initiative s'investit en faveur de plus de sécurité au travail, de justice sociale et du paiement de salaires décents dans la production, notamment dans le principal pays producteur qu'est le Brésil.



Initiative pour des chaînes d'approvisionnement agricole durables

L'INA rassemble près de 90 acteurs issus du secteur privé, de la société civile et de la politique. Ensemble, ils entendent améliorer les conditions de vie des petit.e.s exploitant.e.s grâce à des solutions holistiques et rendre les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales plus durables. Outre leur engagement en faveur des matières premières et chaînes d'approvisionnement individuelles, ils misent sur le développement de régions durables. Le travail de l'INA se focalise sur les revenus

décents, ainsi que la protection des forêts. De plus, l'INA sert de plateforme de transfert de connaissance et de guichet. Elle crée ainsi des opportunités de synergies, p. ex. dans l'optique de solutions numériques et de plus de transparence dans les chaînes d'approvisionnement.

Vous trouverez de plus amples informations sur le site www.nachhaltige-agrarlieferketten.org (site en allemand et anglais)



Des petites exploitantes sur un marché en Éthiopie

L'exemple de la Plateforme mondiale pour le caoutchouc naturel durable :

Pour répondre aux risques écologiques et sociaux du secteur du caoutchouc naturel, la Plateforme mondiale pour le caoutchouc naturel durable (*Global Platform for Sustainable Natural Rubber-GPSNR*) a été initiée en octobre 2018 par les onze multinationales leaders du pneu. Cette plateforme a pour objectif de créer une chaîne d'approvisionnement du caoutchouc naturel qui soit équitable et écologique. Ensemble, des fabricants de pneus, des fournisseurs et transformateurs de caoutchouc, des fabricants de véhicules et des organisations de la société civile élaborent des solutions à des défis complexes au sein de la chaîne d'approvisionnement, ce qui contribue à rendre durable le secteur du caoutchouc naturel.

IMPACT

Les partenariats multipartites participent à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Des objectifs communs et contributions des participant.e.s sont convenus en coopération partenariale. Par exemple, des entreprises peuvent s'engager à appliquer des pratiques d'achats durables. Si des entreprises du partenariat achètent exclusivement du cacao certifié, les accords convenus par celui-ci peuvent influencer directement de manière positive sur le développement durable.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

→ Fonder et renforcer des partenariats multipartites dans les pays partenaires : à l'heure actuelle, nous avons recours à des partenariats multipartites principalement en Allemagne et en Europe. Pourtant, dans les pays producteurs également, ils peuvent aider à faire accepter des objectifs pour plus de durabilité. En outre, des partenariats multipartites peuvent aider au début de la chaîne d'approvisionnement à mieux dialoguer avec les gouvernements locaux, les agriculteur.rice.s et les producteur.rice.s industriels. Les partenariats multipartites en Allemagne pourraient ensuite mener un dialogue direct avec des interlocuteur.rice.s locaux. Ceci engendrerait plus de transparence et de communication. Procéder de la sorte

permettrait de convenir encore plus facilement d'objectifs de durabilité et de les faire accepter.

Mettre en place une politique commerciale équitable

Les règles du commerce international et d'accords de libre-échange bilatéraux déterminent l'accès des produits aux marchés. Si ces règles ont pour objectif la durabilité, leur impact est positif sur des conditions de production durables.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

Le BMZ s'investit en faveur d'une politique commerciale européenne équitable. De la même manière, le BMZ s'investit en faveur de chapitres dans les accords de libre-échange contenant des arrangements relatifs au développement durable. Ces arrangements doivent être conçus de manière plus contraignante et susceptibles d'être invoqués dans le meilleur des cas, comme ceux du chapitre portant sur les investissements. Nous nous unissons à cette fin avec d'autres pays de l'Union européenne.

IMPACT

En insistant sur des dispositions commerciales ou douanières équitables contraignantes, l'UE a un impact positif sur la production des matières premières agricoles dans les pays partenaires.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

→ Constituer des réseaux : les acteurs au sein du secteur privé et des gouvernements qui luttent en faveur d'une politique commerciale plus équitable doivent se mettre davantage en réseau de manière stratégique.

→ Faire du respect des droits humains un préalable : également au sein du système commercial international, c'est-à-dire au sein des règles de l'OMC, les systèmes normatifs devraient être considérés comme des critères précompétitifs. Actuellement, les règles de l'OMC permettent de refuser l'accès au marché de l'UE à des produits qui ne remplissent pas certaines normes imposées aux



Les femmes jouent un rôle important dans l'exploitation des terres et pour le bien-être de leurs familles.

denrées alimentaires. En revanche, il n'est que très difficilement possible de mettre un terme à l'importation des produits dont la production ou la fabrication p. ex. n'ont pas respecté certaines dispositions des droits humains. Tout comme le respect des dispositions concernant l'hygiène, le respect des dispositions internationales touchant les droits humains devrait être une exigence posée à l'autorisation d'importation de produits.

Montrer le bon exemple

Avec leurs exigences envers les fournisseurs, les entreprises fixent des normes pour les produits qu'elles achètent. Cela s'applique également aux gouvernements et aux administrations publiques. Si un ministère propose uniquement du café certifié dans sa restauration, seuls les fournisseurs de café produit de manière durable peuvent entrer en ligne de compte. Ainsi, les pratiques d'achats des entreprises et de l'État influent grandement sur le marché et les modes de production dans les pays producteurs.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

Le BMZ s'investit en faveur de marchés publics plus durables. Pour montrer le bon exemple, il a modifié en fonction sa pratique d'achats. Par ailleurs, le BMZ aide les entreprises à acheter des produits

plus durables avec ses activités ciblant des revenus décents.

IMPACT

Nous entendons être un modèle pour d'autres à travers notre décision d'acheter des produits plus durables. Nous avons ainsi un impact sur la politique d'achat d'entreprises et les marchés publics d'autres gouvernements dans les pays consommateurs. Ces exigences qui voient ainsi le jour sont transmises à la chaîne d'approvisionnement qu'elles modifient.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

→ Modifier les règles : il serait nécessaire de réviser les règles régissant les marchés publics en Allemagne et en Europe dans le sens de plus de durabilité.

Renforcer la coopération avec les entreprises

En coopérant avec les entreprises, le BMZ peut tester, à travers la GIZ et d'autres organisations, des approches innovantes destinées à améliorer la durabilité des chaînes d'approvisionnement. Ceci se fait en aidant initialement les entreprises à mettre en œuvre des concepts qu'elles n'auraient pas sinon essayés. Les communes locales dans les pays pro-

ducteurs sont dotées d'un partenaire économique. Par ailleurs, la conjugaison des ressources du secteur privé et du BMZ permet de réaliser des synergies. Il s'agit d'avantages qui ont un effet bénéfique tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

En partenariat avec des entreprises de l'industrie allemande du pneumatique, par exemple, nous mettons en place des systèmes de traçabilité permettant d'assurer une transparence sans failles des chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales. Procéder de la sorte nous permet de créer de nouvelles possibilités d'accès aux marchés du Sud global, tout en favorisant l'achat de produits fabriqués dans le respect du principe de la durabilité et issus du commerce équitable dans le Nord global.

Nous prévoyons de mettre en place des partenariats avec des entreprises sur place au sein desquels les agriculteur.rice.s touchent des revenus décents. En outre, le BMZ améliore, à travers la GIZ et avec d'autres partenaires, d'autres conditions-cadres pour les agriculteur.rice.s. Des exemples en sont la diversification des cultures, un meilleur accès aux crédits et des méthodes culturales plus durables. Ainsi nous entendons conférer ensemble une vie meilleure aux petit.e.s. exploitant.e.s agricoles au début de la chaîne d'approvisionnement.

IMPACT

Les entreprises qui achètent leurs matières premières agricoles dans les pays partenaires peuvent rendre leurs pratiques d'achat plus durables, contribuant ainsi à renforcer la durabilité le long des chaînes d'approvisionnement mondiales sur le long terme. En mettant en contact les entreprises des pays consommateurs avec des communes des pays producteurs, nous apportons une contribution à une meilleure politique de durabilité.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

→ Renforcer notre engagement : il est impératif d'accroître le nombre d'entreprises allemandes et internationales s'investissant en faveur de la durabilité.

Des informations compréhensibles destinées aux consommateur.rice.s

Il est fréquent que les consommateur.rice.s ne parviennent pas à identifier quels produits ont effectivement été produits dans des conditions équitables. Il faut faire évoluer cette situation. Un client au supermarché doit pouvoir reconnaître à première vue si des produits ont été produits de façon durable.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

En informant les consommateur.rice.s, le BMZ contribue à augmenter la demande de produits issus du commerce équitable. Quels problèmes surviennent dans les chaînes d'approvisionnement ? Comment les citoyens et citoyennes peuvent-ils appuyer des méthodes de production équitables et respectueuses de l'environnement ? Nous donnons des réponses à ces questions et à d'autres relatives aux chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales dans des films, des publications et dans le cadre de la Semaine verte internationale.

Nous tenons à faire comprendre que des humains sont encore victimes d'exploitation et que la nature continue à être détruite pour assurer notre prospérité. En sensibilisant les consommateur.rice.s à ces faits, nous créons l'acceptation sociétale nécessaire pour modifier les conditions-cadres politiques. En même temps, nous plaidons auprès des consommateur.rice.s, des milieux politiques et des entreprises pour qu'ils changent de comportement afin de rendre ensemble les chaînes d'approvisionnement mondiales durables.

IMPACT

Les consommateur.rice.s doivent être à même de s'informer facilement et de manière compréhensible sur les produits durables. Ayant le choix au supermarché entre des produits équitables ou non, un consommateur qui peut s'en informer à première vue va éventuellement modifier son comportement d'achat. Ceci à son tour encourage le commerce de détail à acheter des produits durables.

Communication envers les consommateurs pour plus de durabilité

Le BMZ sensibilise les citoyens et citoyennes aux conditions de vie et de travail dans les pays producteurs de matières premières agricoles tels que le cacao ou le café. Nous informons également sur les cultures, le commerce et l'achat équitables. Lors de la Semaine verte internationale (IGW), par exemple, les visiteurs intéressés apprendront en scannant des codes-barres au stand du BMZ à quelle vitesse une famille productrice de cacao épuise ses revenus mensuels pour couvrir ses achats vitaux. Très peu de personnes disposent d'un revenu décent dans les pays producteurs de matières premières agricoles.



Stand du BMZ sur les revenus équitables



Les petit.e.s exploitant.e.s agricoles peuvent s'informer des prix du marché et des données météorologiques par SMS.

Renforcer la coopération politique internationale

Ensemble, nous irons plus loin. Lorsque les sujets sont complexes et concernent beaucoup de pays et de secteurs économiques, la concertation internationale est d'une grande importance dans l'optique d'initier ou de faire progresser des changements.

Quels sont les paramètres que nous modifions déjà ?

Le BMZ procède à des concertations avec un grand nombre de pays partenaires. Il y va des priorités du développement durable des pays respectifs, ainsi que de la mise en œuvre conjointe d'accords internationaux. Il s'agit en particulier d'atteindre les objectifs climatiques et les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

IMPACT

Une démarche commune et une concertation étroite entre les gouvernements de pays producteurs et pays consommateurs permettent de créer davantage de durabilité. En aidant les pays partenaires à mettre en œuvre les politiques, l'Allemagne contribue à une meilleure mise en œuvre des accords internationaux.

Quels sont les paramètres que nous devons encore modifier ?

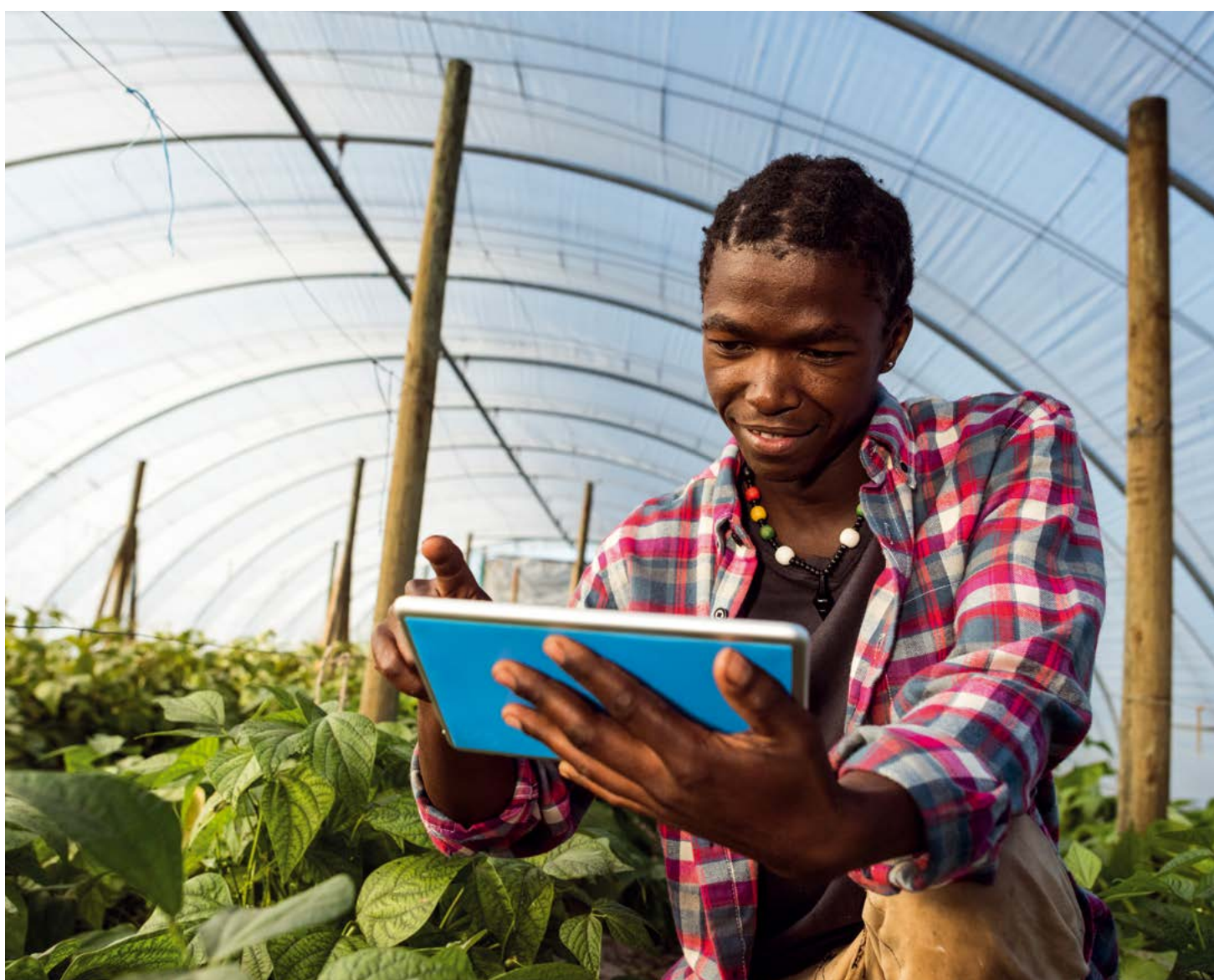
→ Évaluer l'engagement international : nombre d'entreprises internationales n'ont pas atteint l'objectif d'éradiquer le déboisement de leurs chaînes d'approvisionnement jusqu'en 2020. Nous devons nous demander quelles peuvent être nos actions supplémentaires afin d'atteindre nos objectifs tels que la protection des forêts.

Mesure primordiale : la numérisation

Dans tous les projets que nous concevons et réalisons, nous attachons une attention particulière à la numérisation. Selon le principe directeur « *Digital by Default* », nous examinons systématiquement les possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication modernes, dans le but de développer des solutions évolutives aux défis dans les différentes chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales.

Tenir compte de la numérisation

La numérisation peut améliorer la durabilité des chaînes d'approvisionnement de façon multiple : nous comprenons les technologies numériques comme base d'une agriculture moderne et plus productive qui accroît l'attractivité du secteur agricole, tout en offrant de nouvelles perspectives à travers la création d'emplois. Les offres éducatives numériques peuvent aider à cultiver des matières premières. Des informations numériques, par exemple sur les prix des matières premières consultables par SMS, permettent d'augmenter la



transparence et l'équité des ventes. Des systèmes de traçabilité facilitent une transparence sans faille des chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales, tout en permettant des contacts directs entre producteur.rice.s et consommateur.rice.s. Grâce à nos nouveaux projets pilotes innovants et numériques, nous examinons de nouvelles possibilités d'accès aux marchés du Sud global, tout en favorisant l'achat de produits issus du commerce équitable et dans le respect

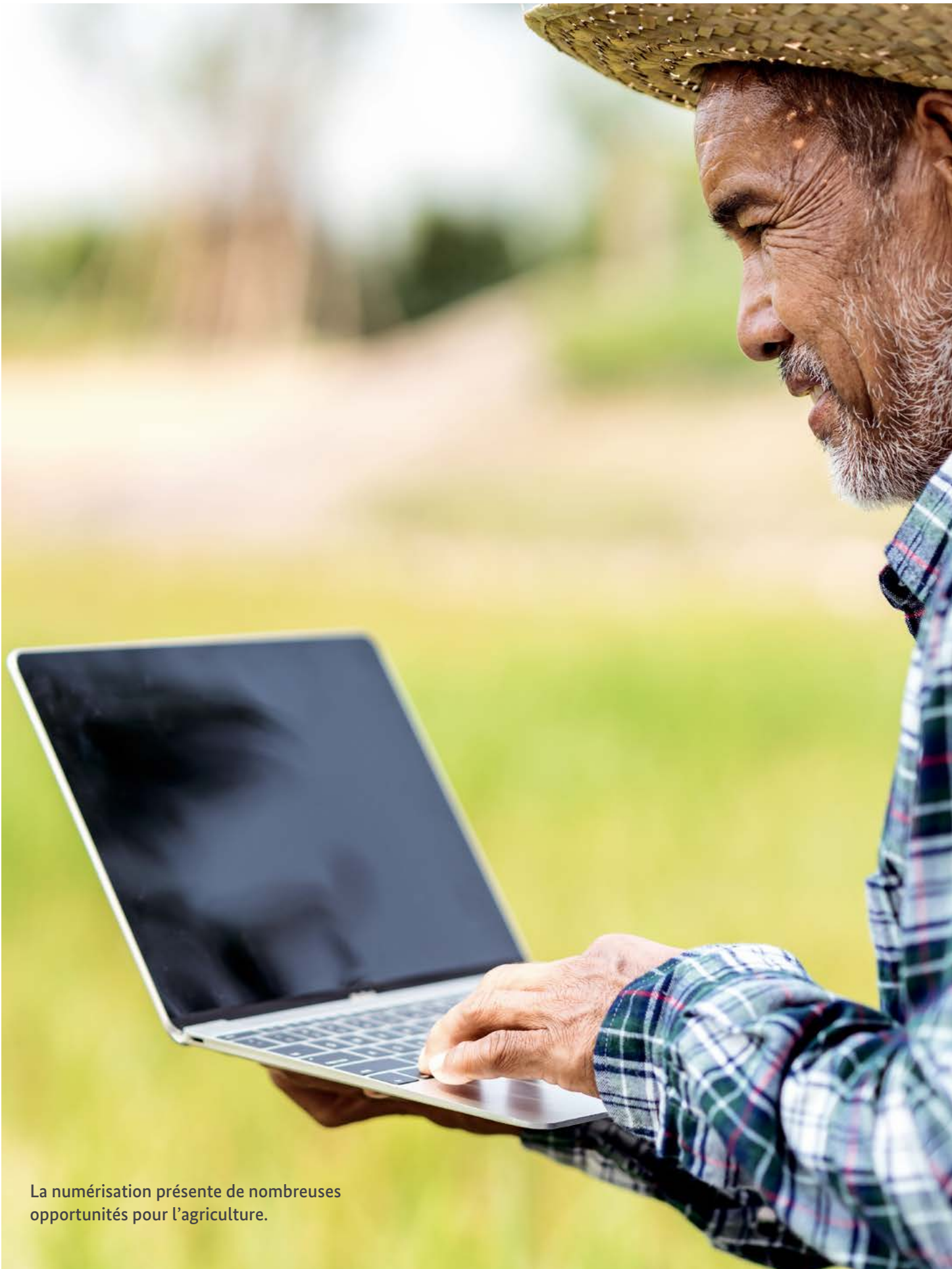
du principe de la durabilité dans le Nord global. Le recours à des technologies dans le cas individuel et, le cas échéant, leur choix, dépendront toujours du bénéfice attendu. Nous ne concevons pas la technologie comme une fin en soi. Nous sommes conscients de notre responsabilité de faire bénéficier nos pays partenaires des opportunités de la numérisation chaque fois qu'elle offre des avantages auxquels nous aurions également recours dans l'économie allemande.

Numérisation dans l'agriculture

Le BMZ n'investit pas seulement dans le pilotage et le développement des technologies numériques, mais il anime également le débat public sur leur utilisation pertinente pour les petit.e.s exploitant.e.s agricoles, tout en promouvant la traçabilité des chaînes d'approvisionnement agricoles. Par conséquent, le BMZ a coorganisé le 55^{ème} « Brussels Development Briefing » relatif aux opportunités offertes par la blockchain dans l'agriculture. La Commission de l'UE, les ambassadeur.rices de nombreux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (groupe ACP), ainsi que des représentant.e.s du secteur privé, de la société civile et de la recherche y ont participé.



Le 55^{ème} Brussels Development Briefing s'est tenu en mai 2019.



La numérisation présente de nombreuses opportunités pour l'agriculture.



Séchage de grains
de café dans la coopérative
de café à Embu, au Kenya

4. Des matières premières agricoles comme base de la création de valeur ajoutée

Bien que nombre de problèmes le long des chaînes d'approvisionnement agricoles se ressemblent, il ne faut pas oublier que selon la matière première en question, nous sommes confrontés à des défis tout à fait spécifiques. C'est pourquoi nous nous focalisons sur différentes matières premières agricoles, à savoir le cacao, le café, le coton, le caoutchouc, les bananes, le soja et l'huile de palme.

Un aperçu des différentes chaînes d'approvisionnement

L'Allemagne est le troisième importateur de cacao brut au monde et le deuxième importateur de café brut. Aucun autre pays de l'UE n'importe autant de bananes que l'Allemagne, d'où notre responsabilité particulière à assumer. Dans le but de rendre les chaînes d'approvisionnement agricoles plus durables, nous devons adapter nos mesures aux défis spécifiques des différents secteurs. En même temps, nous devons toujours demeurer conscients que les enjeux auxquels nous entendons faire face varient d'une région à l'autre. Les cultivateurs de coton,





par exemple, sont particulièrement vulnérables puisqu'ils sont fortement tributaires des conditions météorologiques et des prix du marché mondial. Ceci vaut également pour les producteurs d'huile de palme. Or, pour ces derniers, le défrichage de forêts tropicales constitue un autre aspect particulièrement important qu'il convient d'aborder. Ces exemples illustrent les défis complexes auxquels nous sommes confrontés.

Par la suite, nous donnons un aperçu des matières premières jouant un rôle particulier pour les marchés allemand et européen, de leurs particularités et défis spécifiques le long des chaînes d'approvisionnement.

Consommation par année et par personne

	Café :	166 litres
	Cacao :	plus de 9 kg de chocolat
	Banane :	12 kg
	Jus d'orange :	7 litres

Contenus dans quels produits ?

	Coton :	dans les tissus et vêtements
	Soja :	indirectement dans les œufs, le lait et la viande, car présent dans le fourrage des animaux de rente
	Huile de palme :	dans la margarine, la glace, les biscuits, les détergents, le gel douche, le rouge à lèvres
	Caoutchouc :	dans les pneus de voiture, les préservatifs, les gants à usage unique, les ballons



Les cabosses de cacao mûres peuvent prendre différentes couleurs en fonction de la variété.



Cacao

La pauvreté persistante des cultivateurs.rices de cacao, tout comme la déforestation progressive des forêts tropicales pour céder la place aux cultures de cacao révèlent que les approches de solution poursuivies jusqu'ici n'ont qu'un impact limité. Ces 30 dernières années, plus de la moitié du patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire a disparu.

Origine et production

Les deux principaux pays producteurs de cacao sont la Côte d'Ivoire et le Ghana. Dans le monde entier, 5,5 millions de personnes travaillent directement dans le secteur cacaoyer, en créant une base existentielle pour 40 millions de personnes. La culture du cacao est assurée à hauteur de 90 pourcent par de petites exploitations agricoles d'une superficie moyenne de 3,5 hectares. Ceci correspond à peu près à la taille de cinq terrains de football. En dépit de la demande élevée, la récolte de cacao en Afrique de l'Ouest, principale région productrice, s'élève actuellement à 400 kilogrammes de cabosses de cacao par hectare, soit 30 à 50 pourcent seulement des rendements possibles. La productivité peu élevée et la mauvaise qualité ont pour conséquence que les familles d'agriculteurs élargissent leurs superficies. De précieuses forêts tropicales sont fréquemment

déboisées à cette fin. En outre, un grand nombre d'agriculteur.rice.s ne sont à ce jour pas membres de coopératives, d'où leur position faible en matière de commercialisation.

Le rôle de l'Allemagne / de l'UE et la consommation

En moyenne, chacun de nous en Allemagne consomme et boit 9 kg par an de chocolat et d'aliments contenant du cacao. Ces dépenses s'élèvent en moyenne à près de 41 euros. L'Allemagne est le troisième importateur de cacao brut. Important environ 60 pourcent du cacao brut mondial, les États membres de l'UE ensemble sont le premier importateur, producteur et consommateur de cacao et de produits chocolatiers. Par conséquent, l'Allemagne et l'UE assument une responsabilité cruciale pour relever les défis en matière de droits humains et d'environnement.

Évolution des prix

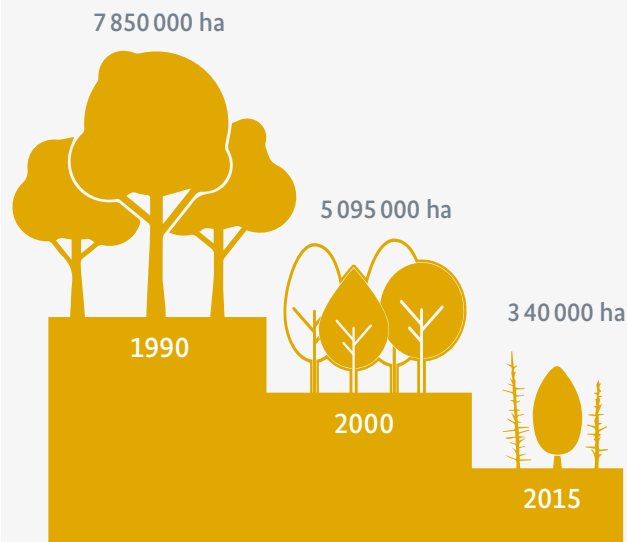
Depuis 2017, les prix sur le marché mondial sont très bas et connaissent des fluctuations. Parmi les causes, on trouve l'offre excédentaire mondiale, la spéculation boursière et les variations météorologiques.

Quel montant les agriculteur.rice.s touchent-ils ?

De nombreuses familles productrices de cacao en Côte d'Ivoire ne disposent que d'un tiers des revenus décents. Leurs revenus dépendent très fortement de la vente de leur cacao. La formation du prix du marché ne tient pas compte des coûts qu'encourent les agriculteur.rice.s, ni de l'objectif de générer des revenus équitables.

La concentration du pouvoir au sein de la chaîne de valeur ajoutée entraîne une forte pression sur les prix. Le commerce du cacao, la mouture, la production de chocolat et le commerce de détail sont concentrés dans les mains de quelques grandes entreprises. Les premiers pays producteurs, à savoir la Côte d'Ivoire et le Ghana, fixent les prix que les agriculteur.rice.s perçoivent pour leur cacao. Ces derniers touchent un certain pourcentage du prix d'exportation. La différence alimente les caisses de l'État et est destinée au

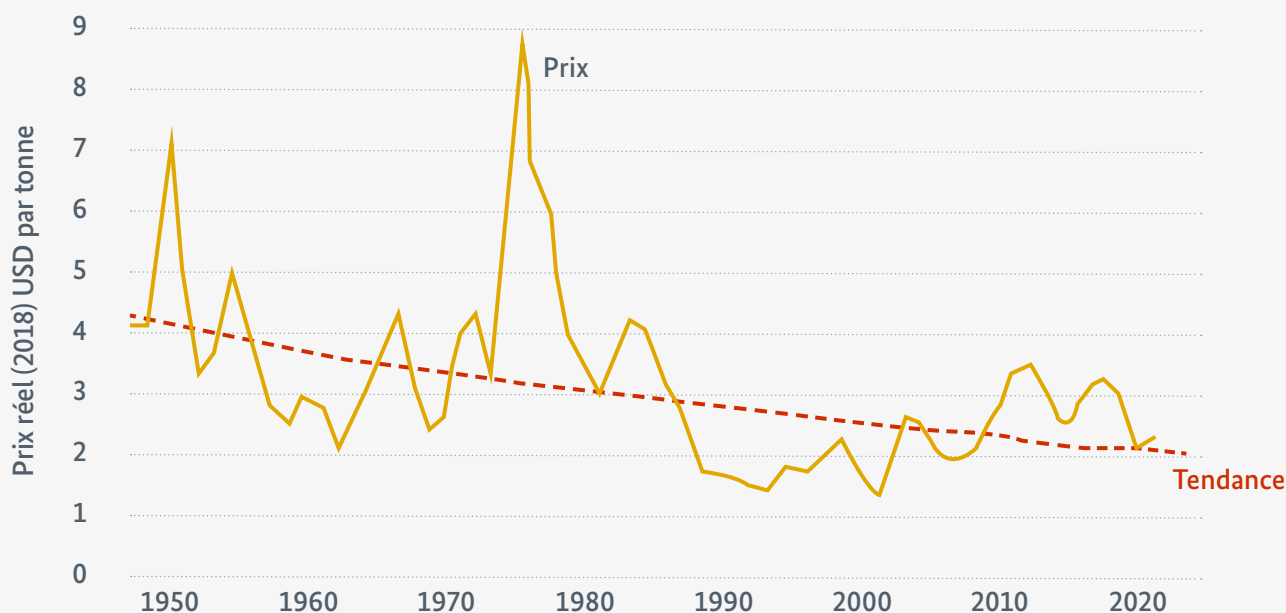
LE CACAO : déclin du patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire




Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) & Secrétariat Exécutif Permanent REDD+ (2017)

réinvestissement dans le secteur. Cependant, il n'y a que peu de transparence sur l'utilisation effective des fonds. La pauvreté persistante a pour conséquence que l'exploitation des enfants par le travail continue d'être un défi de taille.

Le cacao : historique de l'évolution des prix



Source : Baromètre du cacao 2020, Südwind Institut



Le plant de café est cultivé dans plus de 50 pays tropicaux.



Café

Près de 25 millions de personnes dans le monde entier travaillent dans le secteur du café. Il est souvent cultivé dans des pays à faible niveau de développement économique et social. Cependant, ce sont les pays industrialisés, dont l'Allemagne, qui consomment plus de la moitié du café produit dans le monde. Des prix peu élevés, des frais de production croissants et le changement climatique constituent les plus grands défis. En Allemagne, seulement 12 pourcent du café portent un label de durabilité.

Origine et production

La culture du café est concentrée sur quelque 50 pays tropicaux d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie. Le Brésil (38 pourcent), le Vietnam (18 pourcent), la Colombie (8 pourcent) et l'Indonésie (6 pourcent) comptent parmi les premiers producteurs. Le café offre une im-

portante possibilité de revenus à la population rurale dans de nombreux pays en développement. 70 pourcent de la production de café proviennent de petites entreprises familiales.

De nombreux producteurs ont le potentiel d'accroître leur revenu en exploitant mieux les surfaces existantes. Le changement climatique provoque une dégradation des conditions de culture et une prolifération de parasites et de maladies qui réduisent le rendement et la qualité. Alors que les premières étapes de la transformation des variétés dominantes Arabica et Robusta ont généralement lieu dans le pays cultivateur, la torréfaction et la transformation du café brut sont souvent réalisées dans les pays consommateurs.

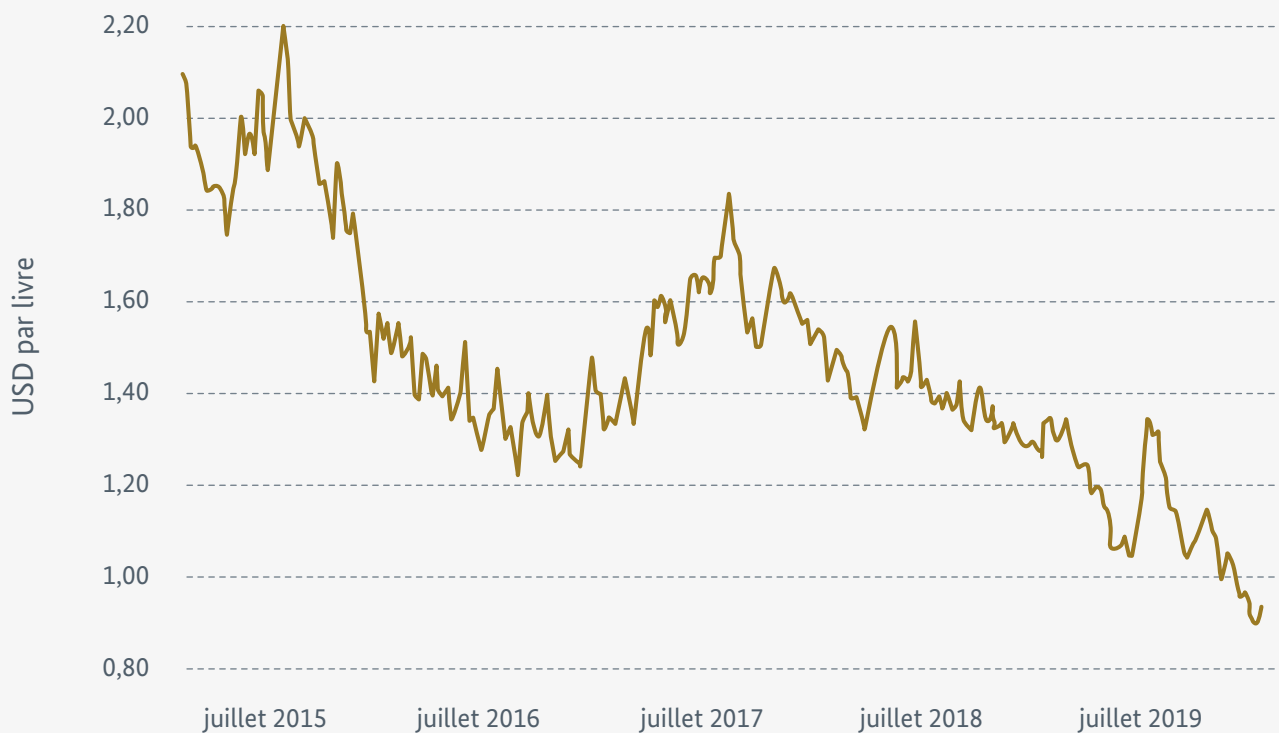
Le rôle de l'Allemagne / de l'UE et la consommation

Deuxième importateur, l'Allemagne a importé en 2019 1,1 million de tonnes de café brut, notamment en provenance du Brésil et du Vietnam. Une

grande partie du café brut est transformée pour l'exportation. Avec une valeur d'exportation de l'ordre de 1,2 milliard d'euros en 2019, l'Allemagne compte parmi les trois plus grands exportateurs de café torréfié. Mais on boit également beaucoup de café en Allemagne.

En 2019, la consommation de café s'élevait à 166 litres par habitant. Elle dépassait celle de l'eau minérale (142 litres) ou de la bière (100 litres). À l'échelle mondiale, la consommation de café a doublé ces 35 dernières années. Lors des quatre dernières années, elle a connu une croissance annuelle moyenne de 1,1 pourcent. La consommation a augmenté au cours des années passées en particulier en Afrique (3,4 pourcent), en Asie (1,5 pourcent) et en Amérique du Nord (1,3 pourcent).

CAFÉ : évolution des prix depuis 2015



Source : Macrotrends 2019 (www.macrotrends.net/2535/coffee-prices-historical-chart-data)

Global Coffee Platform (GCP)

Dans l'optique de combattre les lacunes dans les pays producteurs, une approche globale de tous les acteurs le long de la chaîne d'approvisionnement s'impose, c'est-à-dire des producteurs aux consommateurs. C'est pourquoi le BMZ aide depuis 2017 la *Global Coffee Platform (GCP)* à mettre en place une plateforme nationale destinée à promouvoir une culture de café durable au Kenya. La GCP est une plateforme

globale qui compte plus de 150 membres issus d'organisations de producteurs, de la société civile, des syndicats, du commerce et de l'industrie, qui s'investissent en faveur de la durabilité dans les pays cultivateurs de café. Les objectifs de la GCP sont l'amélioration des conditions de vie des producteurs, l'augmentation de leur succès entrepreneurial et la préservation des ressources naturelles.

En 2017, le BMZ et la GCP ont signé une déclaration d'intention conjointe prévoyant, entre autres, un soutien pour atteindre 100 % de café durable sur le marché allemand.





Les grains de café torréfiés ont un arôme fort.

Évolution des prix

Ces dernières années, une surproduction régulière causée par de bonnes récoltes a entraîné une baisse des prix. Des opérations à terme ont encore exacerbé la chute des prix. En 2019, les prix du café étaient de 30 pourcent inférieurs à la moyenne des dix dernières années, plancher historique qui n'avait plus été atteint depuis 2006. En même temps, les coûts de production n'ont cessé de croître. La chute des prix a mis en danger la base de l'existence d'un grand nombre de familles productrices de café, notamment des multiples familles de petits agriculteurs. Il est fréquent que les recettes ne suffisent pas à couvrir les frais de production et encore moins à effectuer des investissements nécessaires de toute urgence pour une culture durable. Il en résulte un risque accru de pauvreté, d'exploitation des enfants par le travail et de migration vers les villes ou à l'étranger.

Quel montant les agriculteur.rice.s touchent-ils ?

Le pourcentage que touche un caféiculteur par rapport au prix final du café (café torréfié) obtenu lors de la vente au détail varie fortement. En général, moins de 10 pourcent reviennent au producteur de café dans le pays d'origine. S'agissant du café issu du commerce équitable, la coopérative caféière obtient un pourcentage plus élevé du prix de vente pouvant aller jusqu'à 26 pourcent.

CAFÉ : combien gagne la petite exploitation familiale agricole ?

Il est estimé qu'un caféiculteur ou une caféicultrice en Ouganda ne touche qu'environ 5 à 10 pourcent du prix en magasin. Pour un prix en magasin de 4,99 euros pour 500 g de café conventionnel, cela équivaut à un montant situé entre 25 et 50 centimes.



50 centimes



Capsule de coton ouverte
et à pleine maturité



Coton

En tant que consommateur.rice.s de textile et d'habillement, nous devrions être conscients du fait que la culture conventionnelle et la transformation du coton continuent de causer des pollutions environnementales significatives, de mener à la pauvreté et aux violations des droits humains. C'est pourquoi nous misons sur davantage de durabilité le long de l'ensemble de la chaîne de valeur ajoutée du textile.

Origine et production

De la graine à la balle, le coton constitue la base à l'existence de plusieurs millions de personnes dans le monde entier. Plus de 100 millions de familles dans plus de 80 pays produisent du coton. En Afrique subsaharienne à elle seule, près de 20 millions de personnes vivent de la production de coton. De petit.e.s. exploitant.e.s agricoles cultivent 75 pourcent de la production totale sur

une superficie moyenne de deux à quatre hectares. Les pays affichant la plus importante production de coton dans le monde sont l'Inde, la Chine, les États-Unis et le Brésil. Six pourcent de la récolte mondiale de coton proviennent d'Afrique. Près de 90 pourcent du coton cultivé dans le monde entier sont transformés en fils en Chine, en Inde, au Bangladesh et au Vietnam.

Partie intégrante du secteur fortement internationalisé du textile et de l'habillement, le secteur du coton est caractérisé par un degré élevé de complexité dans la chaîne d'approvisionnement et un grand nombre d'acteurs impliqués. Bien que la production mondiale de coton durable soit en constante augmentation depuis 2012, elle ne représente actuellement qu'une part de marché de 30 pourcent.

Le rôle de l'Allemagne / de l'UE et la consommation

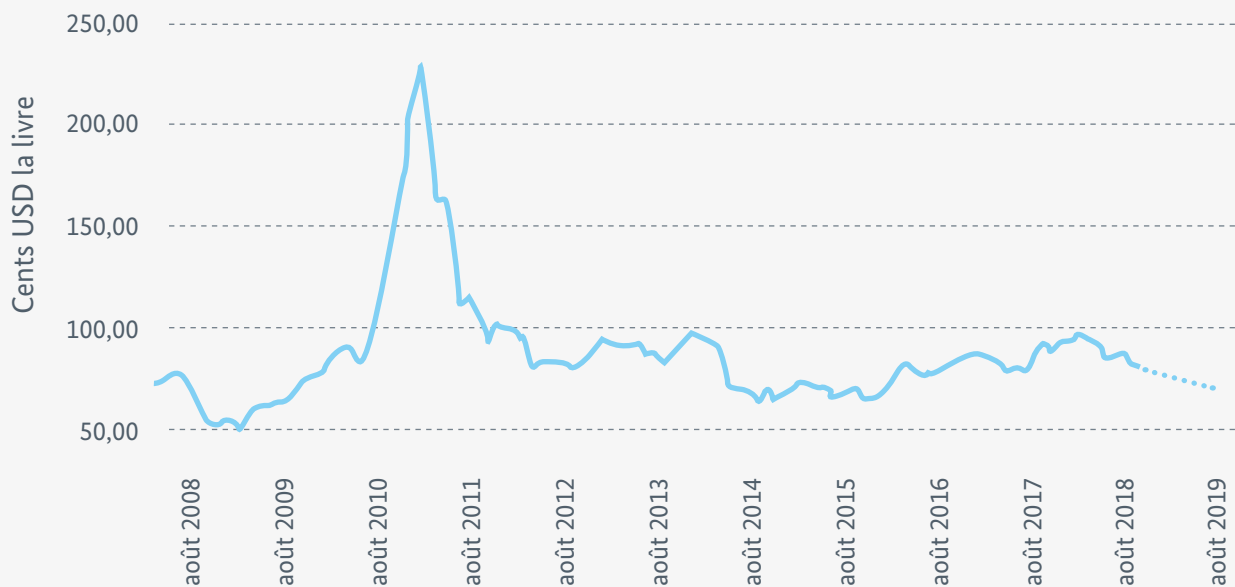
Le coton importé en Allemagne l'est presque exclusivement sous forme de textiles finis et d'articles d'habillement. Ces importations se chiffrent à plus de 15 milliards d'euros par an. Plus de 90 pourcent des vêtements vendus en Allemagne sont produits à l'étranger. Plus de 50 pourcent proviennent de Chine, de Turquie et du Bangladesh. En même temps, chacun jette en Allemagne en moyenne 12 kg de

vêtements par an, soit l'équivalent en quantité d'environ 40 articles d'habillement. Le comportement de consommation des consommateurs allemands influe sur les stratégies d'achat des grossistes et détaillants opérant dans ce pays. Ils transmettent les informations qu'ils reçoivent des consommateurs finaux concernant leurs préférences de produits, tendances de la mode etc. sous forme de commandes à la production industrielle en amont. Nos décisions d'achat jouent donc un rôle important pour la promotion de la durabilité le long de l'ensemble de la chaîne de valeur ajoutée du textile.

Quel montant les agriculteurs touchent-ils ?

Au sein de la chaîne de valeur mondiale du textile, les petites exploitations familiales agricoles cultivant du coton dans les pays en développement comptent parmi les acteurs les plus vulnérables. La plupart

COTON : évolution des prix depuis 2008



Sources : Indice Cotlook A & Primary Commodity Price System (données FMI), 2019

Au sujet de l'interprétation du graphique :

l'indice Cotlook A représenté dans ce graphique est constitué de cotations pour des transactions effectives de coton provenant de différents pays cultivateurs. Il prend en considération les frais de logistique, les différences de qualité, les assurances, les financements et le traitement des paiements. De ce fait, cet indice est certes plus proche des réalités du marché que le cours à la bourse de New York pour les contrats à terme sur le coton. Étant une valeur moyenne, il ne peut toutefois être considéré comme prix effectif. Le prix final dépend de facteurs additionnels tels que le pays d'origine, la qualité, les conditions de livraison et la concurrence. L'explosion des prix entre l'automne 2010 et l'été 2011 a été déclenchée, entre autres, par une faible récolte au Pakistan, des restrictions d'exportation et l'accumulation en Inde et la forte demande de Chine.

des petit.e.s exploitant.e.s ne savent ni lire ni écrire. L'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du textile asiatique, mais également sur les champs de coton africains sont monnaie courante tandis que la plupart des ménages sont affectés par la pauvreté. Réalisée sur des parcelles de très petite taille, la culture se fait presque entièrement à la main. Les petit.e.s exploitant.e.s cultivent des denrées alimentaires comme le maïs ou le millet destinées à leur propre usage, en cultivant le coton comme culture commerciale (*cash crop*) pour générer des revenus. Les partenaires au contrat imposent aux petit.e.s exploitant.e.s les prix d'achat de leur coton. Ces derniers ne sont pas uniquement soumis aux risques économiques élevés liés à la culture de

coton. Des cycles de précipitations en mutation du fait du changement climatique, la dégradation des sols et une mauvaise utilisation de pesticides posent des défis de taille aux bases de l'existence des petit.e.s exploitant.e.s agricoles.

C'est pourquoi les concepts destinés à promouvoir une culture du coton durable poursuivent une approche holistique. Des méthodes culturales optimisées permettent d'accroître les rendements et de réduire l'utilisation d'engrais synthétiques et de pesticides. L'assolement protège les sols, en permettant aux petit.e.s exploitant.e.s de trouver de nouvelles sources de revenu et de s'adapter aux répercussions du changement climatique.

COTON : Cotton made in Africa et GOTS

Cotton made in Africa (CmiA) est une norme internationalement reconnue pour un coton durable provenant d'Afrique. Depuis 2005, l'initiative de la Fondation *Aid by Trade* (AbTF) domiciliée à Hambourg s'investit en faveur de la protection de l'environnement, de meilleures conditions de travail et de vie pour les petit.e.s exploitant.e.s et la main d'œuvre

dans les entreprises d'égrenage. CmiA réinvestit les recettes provenant de licences dans les régions africaines productrices de coton. « *Global Organic Textile Standard* (GOTS) » est la première norme internationale pour la transformation de textiles fabriqués à partir de coton biologique. Elle contient également des critères écologiques et sociaux.



Le coton est cultivé presque entièrement à la main par des petit.e.s exploitant.e.s agricoles.





Du caoutchouc naturel s'écoule de l'arbre à caoutchouc.



Caoutchouc

Le caoutchouc naturel est contenu dans un grand nombre de produits faisant partie intégrante de notre quotidien, dont notamment les pneus, mais également les gants en latex, les préservatifs ou les matelas. Dans l'UE seulement, 1,3 million de tonnes de caoutchouc naturel ont été consommées l'année dernière. L'Allemagne occupe le premier rang parmi les consommateurs.

Origine et production

Le caoutchouc naturel est le produit de l'arbre à caoutchouc *Hevea brasiliensis*. En raison de ses exigences écologiques, il ne peut être cultivé que dans la « ceinture de l'hévéa » de part et d'autre de l'équateur. Depuis le changement de millénaire, la surface des plantations d'hévéa a connu une augmentation de plus de 80 pourcent, la faisant passer à plus de 13 millions d'hectares. Plus de 90 pourcent de la culture d'hévéa est réalisée en Asie du

Sud-Est. La Thaïlande et l'Indonésie sont de loin les premiers pays cultivateurs. D'autres producteurs d'importance sont le Vietnam, la Chine, l'Inde et la Malaisie, ainsi que la Côte d'Ivoire en Afrique. À l'image de l'huile de palme, on compte parmi les risques écologiques et sociaux pour l'hévéaculture le déboisement, la destruction de tourbières, les conflits de droit foncier et les mauvaises conditions de travail sur les grandes plantations.

Vu son rendement élevé par hectare, l'hévéa est généralement cultivé en monoculture, les plantations industrielles occupant moins de 20 pourcent de la superficie et jouant par conséquent un rôle secondaire. Plus de 80 pourcent de la production mondiale de caoutchouc, caractérisée par une forte intensité en main-d'œuvre, est assurée par des petit.e.s exploitant.e.s agricoles, souvent dans des régions reculées. Dans de nombreuses régions, ceci contribue largement à l'emploi, à la diversification des revenus et au développement économique. L'accès réduit au marché entrave la commercialisation du produit et par là-même la réalisation de bénéfices acceptables. C'est à ce niveau qu'intervient le BMZ avec son initiative relative aux chaînes d'approvisionnement sans déforestation en Indonésie. Par son soutien, le BMZ vise à concilier la protection de la nature, l'utilisation agricole durable et le développement économique au sein d'une région à travers une approche juridictionnelle, c'est-à-dire en coopérant avec les administrations locales.

Le rôle de l'Allemagne / de l'UE et la consommation

En 2020, près de 1,3 million de tonnes de caoutchouc naturel ont été consommées dans l'Union européenne. Avec un volume total de près de

240 000 tonnes, l'Allemagne occupe une part d'environ 19 pourcent des importations européennes de caoutchouc naturel, ce qui la place de loin en tête des consommateurs.

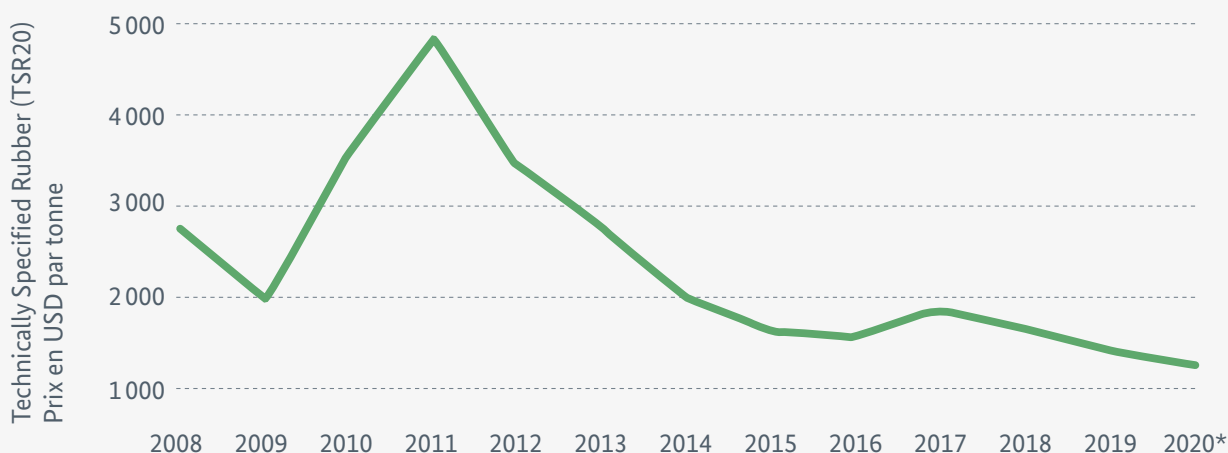
Évolution des prix

Les prix du caoutchouc naturel sont soumis à de fortes fluctuations. Ils sont tributaires du développement économique mondial et tout particulièrement du secteur automobile qui revêt une grande importance en Allemagne également. 75 pourcent de la production de caoutchouc naturel sont utilisés pour la production de pneus.

Quel montant les agriculteur.ice.s touchent-ils ?

Les petit.e.s exploitant.e.s agricoles sont exposés à la forte volatilité des prix du marché mondial. Par ailleurs, les chaînes d'approvisionnement étant souvent longues et peu transparentes avec leurs nombreux intermédiaires, il est généralement difficile pour les producteurs de suivre et comprendre la fixation des prix. En conséquence, il est important de renforcer les compétences des petit.e.s exploitant.e.s, d'améliorer le processus de culture et d'accroître la transparence le long de la chaîne de valeur ajoutée.

CAOUTCHOUC NATUREL pour l'élaboration de pneus : évolution des prix depuis 2008



* Valeur moyenne de janvier à avril

Source : Bourse des valeurs de Singapour 2019



Les producteurs de bananes gagnent trop peu pour bien payer les travailleurs de leurs plantations.



Bananes

Nous consommons chacun en moyenne en Allemagne 12 kg de bananes par an. Elles sont notre deuxième fruit préféré après les pommes. L'Allemagne compte parmi les premiers importateurs de bananes au monde. Produit clé pour attirer les clients dans les supermarchés, les bananes font l'objet de batailles de prix.

Origine et production

Les premiers producteurs de bananes sont l'Inde, la Chine, l'Indonésie et le Brésil. Ces pays produisent principalement pour leur marché et pour exporter vers les pays voisins. Les premiers producteurs à vocation exportatrice sont l'Équateur, les Philippines, la Colombie, le Costa Rica et le Guatemala. Près de 80 pourcent des bananes sont cultivées sur des plantations, le reste dans de petites exploitations familiales. Les bananes font partie des fruits les plus commercialisés à l'échelle mondiale et constituent un fruit d'exportation d'importance en Amérique latine et de plus en plus également en Afrique. Il est nécessaire d'agir sur les conditions de production. La santé des populations autour des sites de production pâtit de l'utilisation de produits phytosanitaires nocifs pulvérisés par des avions. Les monocultures pèsent sur l'environnement et menacent la biodiversité. La pollution de l'eau et la dégradation des sols constituent d'autres problèmes graves.

Le rôle de l'Allemagne / de l'UE et la consommation

L'Allemagne est le troisième importateur de bananes au monde. Plus de 80 pourcent des bananes importées par l'Allemagne proviennent de trois pays : l'Équateur, la Colombie et le Costa Rica. Des parts

marginales seulement proviennent d'Afrique de l'Ouest (0,2 pourcent du Cameroun, 0,1 pourcent de Côte d'Ivoire).

Évolution des prix

Les bananes sont soumises aux fluctuations habituelles des prix sur les marchés mondiaux. La forte pression des prix pèse sur les producteurs. Le commerce de détail alimentaire vend les bananes à un prix bas, les utilisant comme générateurs de fréquence. En dépit de la longue distance de livraison, les bananes coûtent souvent 25 à 50 pourcent moins cher que les pommes locales. Cela implique des revenus plus faibles pour les producteurs et peu d'investissements dans la durabilité.

Politique d'achat actuelle

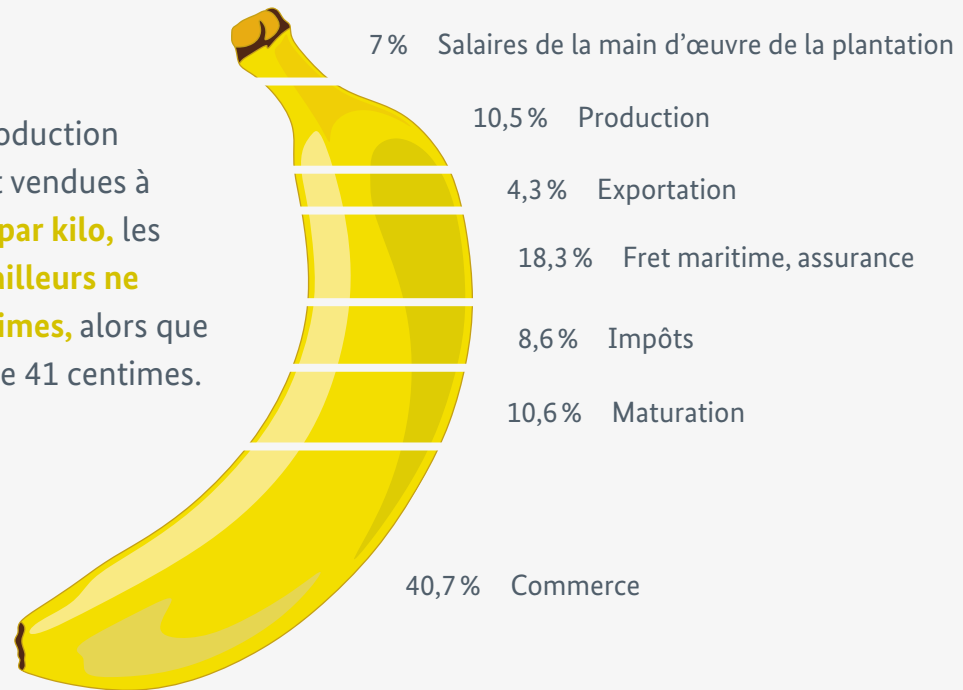
En dépit des efforts déployés à l'échelle mondiale en vue de fixer des prix durables, il n'a pas encore été possible d'arrêter la spirale descendante des prix poussée par le commerce de détail alimentaire. C'est pourquoi le BMZ s'investit auprès des entreprises et des consommateurs pour qu'ils changent d'optique. Le partenariat d'action pour les bananes durables (*Aktionsbündnis für nachhaltige Bananen – ABNB*), ainsi que le groupe de travail du commerce de détail allemand qui s'in-



Employée de la plantation de bananes Ejido Miguel Aleman à Suchiate (Mexique)

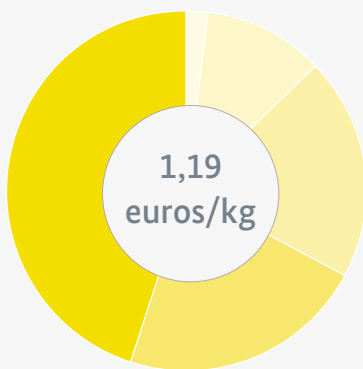
BANANES : la composition des prix à l'appui de l'exemple du Costa Rica

Si des bananes de production conventionnelle sont vendues à un prix de **0,99 euro par kilo**, les **travailleuses et travailleurs ne touchent que 7 centimes**, alors que le supermarché gagne 41 centimes.



Source : BASIC, 2015

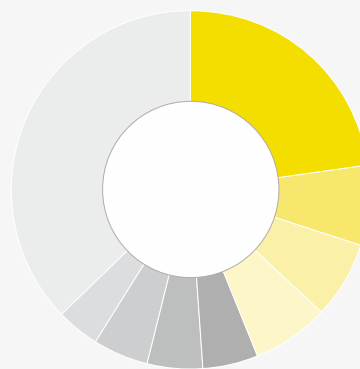
Composition des prix de bananes certifiées Fairtrade



- 2% Droits de licence Fairtrade (commerce de détail)
- 11% Douanes, maturation, emballage, transport
- 20% Importateurs et transport maritime
- 22% Commerce de gros et de détail
- 45% Organisations de producteurs (y compris salaires de la main d'œuvre de la plantation)

Source : Fairtrade, 2019

Les premiers importateurs de bananes



- 23% États-Unis
- 7% Russie
- 7% Allemagne
- 7% Belgique
- 5% Royaume Uni
- 5% Chine
- 5% Japon
- 4% Italie
- 37% Reste

Source : ITC Trade Map, 2017



Plantation de bananes
Ejido Miguel Aleman
à Suchiate au Mexique

vestit en faveur de revenus décents dans le cadre de l'initiative en faveur des chaînes d'approvisionnement agricoles durables (*Initiative für nachhaltige Agrarlieferketten* – INA) constituent des exemples de l'engagement d'entreprises.

Quel montant les agriculteur.rice.s touchent-ils ?

Dans nombre de pays producteurs, les droits des travailleurs et la liberté syndicale sont limités. Par ailleurs, en dépit d'efforts considérables, l'exploitation des enfants par le travail subsiste. Elle est la conséquence des bas salaires que touche la main d'œuvre dans les plantations de bananes qui ne perçoit que 5 à 9 pourcent du prix de vente. Les bas salaires sont une répercussion des bas prix de vente dans les supermarchés. En effet, les prix extrêmement bas des bananes ne permettent pas

aux producteur.rice.s de couvrir leurs coûts de production et de verser en même temps un salaire plus élevé à leurs travailleur.euse.s.

Sur un prix de 99 centimes par kilogramme de bananes, les producteur.rice.s ne touchent que 11 centimes, la main d'œuvre de la plantation uniquement 7 centimes. Ceci est loin d'être un revenu décent qui lui permettrait de mener une vie décente.

Dans le cas des bananes certifiées *Fairtrade*, les organisations de producteur.rice.s touchent 45 pourcent du prix final. Pour un prix en magasin de 1,19 euros par kilogramme, ce sont 54 centimes. Cela permet aux producteur.rice.s de mieux payer la main d'œuvre de la plantation. Dans beaucoup de cas, une telle rémunération ne constitue toujours pas un revenu décent.



Les palmiers à huile fournissent les meilleurs rendements d'huile, alors que des produits tels que l'huile de noix de coco, de colza ou de tournesol nécessitent près de cinq fois plus de surface.



Huile de palme

L'huile de palme est partie intégrante de notre quotidien. Elle est présente dans nombre de produits que nous consommons quotidiennement. Cependant, la culture de palmiers à huile entraîne fréquemment la destruction de forêts primaires, la perte de biodiversité et l'émission de gaz à effet de serre dues à la culture sur des tourbières et aux incendies de forêts. C'est la raison pour laquelle un nombre croissant d'entreprises en Europe mise sur l'huile de palme certifiée.

Origine et production

L'Indonésie et la Malaisie ensemble produisent près de 85 pourcent de l'huile de palme mondiale. D'autres pays producteurs d'importance sont la Thaïlande, la Colombie et le Nigéria. En 2019/2020, 73,2 millions de tonnes d'huile de palme brut et 19,4 millions de tonnes d'huile de palmiste ont été produits à l'échelle mondiale sur une superficie de près de 28 millions d'hectares. Ceci correspond à 78 pourcent de la superficie de l'Allemagne. Les palmiers à huile fournissent les

meilleurs rendements d'huile par unité de surface en termes relatifs. Pour un rendement comparable, la noix de coco, le colza ou le tournesol nécessitent près de cinq fois plus de surface. Des forêts tropicales continuent d'être détruites pour cultiver des palmiers à huile. L'Indonésie affiche le taux le plus élevé de déboisement de forêt primaire à l'échelle mondiale, avec 623 000 hectares par an (pour la période de 2011 à 2018), bien que le pays ait significativement endigué la destruction de la forêt depuis 2016.

Le rôle de l'Allemagne / de l'UE et la consommation

En 2017, l'Allemagne a consommé près de 1,2 million de tonnes d'huile de palme. En Europe, un nombre croissant d'utilisateurs misent sur l'huile de palme certifiée, ce qui engendre des effets positifs : le nombre de forêts primaires déboisées recule. La biodiversité est protégée. Et puisque les agriculteur.rice.s cultivent moins de palmiers à huile sur des tourbières, les émissions de gaz à effet de serre diminuent. Au sein de l'UE, l'utilisation de l'huile de palme en tant que biocarburant sera progressivement abandonnée d'ici 2030. L'UE ne la reconnaît plus comme durable dans l'esprit de la Directive européenne sur les énergies renouvelables. Le BMZ s'investit afin que les préférences tarifaires soient accordées uniquement à l'huile de palme durable. Il souhaite qu'à long terme, les entreprises utilisent de l'huile de palme à 100 pourcent durable dans les biens de consommation, dans l'alimentation animale et dans le secteur chimique. Pour permettre aux produits durables de s'imposer à l'échelle mondiale, il convient d'accroître en particulier la demande mondiale d'huile de palme certifiée. Cela n'est pas encore le cas notamment dans des pays consommateurs d'importance tels que l'Inde, l'Indonésie, la Chine, le Pakistan et le Bangladesh.

Quel montant arrive dans le portefeuille des producteur.rice.s d'huile de palme ?

Pour les pays producteurs, le commerce d'huile de palme constitue un facteur économique important qui favorise les investissements dans les régions rurales et crée des emplois. La culture de palmiers à huile s'avère également rentable pour les petit.e.s exploitant.e.s agricoles, puisque les revenus potentiels par hectare sont supérieurs à ceux du maïs, du café ou du caoutchouc naturel. En Indonésie, premier pays producteur d'huile de palme, des petites exploitations agricoles exploitent près de 42 pourcent des surfaces de palmiers à huile. Ce chiffre inclut également les petit.e.s exploitant.e.s agricoles qui ont conclu des contrats avec de grandes entreprises ou qui leur vendent leur production. Environ 22 pourcent seulement de la superficie de l'Indonésie est exploitée par de petites exploitations agricoles indépendantes. Celles-ci atteignent en moyenne des rendements d'huile par hectare plus faibles, résultat d'un accès plus limité aux formations, aux crédits et aux plants de qualité.

Production d'huile de palme durable

Près de 20 pourcent de la production mondiale d'huile de palme est certifiée selon les normes de la Table ronde sur l'huile de palme durable (*Roundtable on Sustainable Palm Oil, RSPO*), la Certification Internationale Durabilité et Carbone (*International*

L'HUILE DE PALME : son utilisation en Allemagne

Consommation d'huile de palme en 2019 en Allemagne : 1,26 million de tonnes



58 %	Secteur énergétique
19,7 %	Industrie agroalimentaire
12 %	Aliments pour animaux
8,4 %	Secteur chimique / pharmaceutique
2,3 %	Savonnerie, détergents et produits d'entretiens

En 2019, 90 % de l'huile de palme utilisée dans le secteur alimentaire était certifiée, le taux de certification tous secteurs confondus étant de 83 %.

Sustainability Carbon Certification, ISCC), *Rainforest Alliance* ou la Table ronde sur les Biomatériaux durables (*Roundtable on Sustainable Biomaterials, RSB*). En 2019, 83 pourcent de l'huile de palme utilisée en Allemagne portait un label de durabilité. Il est regrettable qu'il n'y ait pas encore de demande d'une production d'huile de palme durable dans certains pays consommateurs d'importance tels que l'Inde, l'Indonésie, la Chine, le Pakistan et le Bangladesh.

Néanmoins, seule une faible part des petit.e.s exploitant.e.s sont certifié.e.s à ce jour. Les coûts sont trop élevés pour eux. En outre, ils ne reçoivent que peu de soutien pour se préparer à une certification. Dans le but de réduire les obstacles et d'intégrer également les petit.e.s. exploitant.e.s agricoles dans les chaînes de valeur internationales, la RSPO a introduit une norme pour les petits exploitants indépendants.

HUILE DE PALME

FONAP

Le Forum pour une huile de palme durable (FONAP) est un partenariat multipartite, composé de près de 50 entreprises, associations, organisations non gouvernementales, ainsi que des Ministères fédéraux allemands de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL) et de la Coopération économique et du Développement (BMZ). L'objectif poursuivi est d'accroître la part d'huile de palme produite durablement sur le marché allemand (dans les secteurs agroalimentaire, de l'alimentation animale et chimique), d'améliorer les normes et certifications existantes et de contribuer au respect des droits humains le long de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Depuis 2013, le FONAP s'investit en faveur d'une production d'huile de palme plus durable dans les pays d'origine.



Les membres du FONAP ont pris publiquement un engagement volontaire d'utiliser exclusivement de l'huile de palme (ou de palmiste) produite à 100 pourcent de manière durable dans leurs produits. Les acteurs soutenant le FONAP s'engagent à promouvoir des produits d'huile de palme durables en augmentant annuellement la part de marchandises certifiées de manière vérifiable et ambitieuse. Les entreprises s'investissent afin d'aborder conjointement et pas uniquement au niveau de l'entreprise les défis tels que le respect de leurs devoirs de diligence en matière de droits humains, ainsi que les questions relatives aux certifications.

Les membres du FONAP ont pris publiquement un engagement volontaire d'utiliser exclusivement de l'huile de palme (ou de palmiste) produite à 100 pourcent de manière durable dans leurs produits. Les acteurs soutenant le FONAP s'engagent à promouvoir des produits d'huile de palme durables en augmentant annuellement la part de marchandises certifiées de manière vérifiable et ambitieuse. Les entreprises s'investissent afin d'aborder conjointement et pas uniquement au niveau de l'entreprise les défis tels que le respect de leurs devoirs de diligence en matière de droits humains, ainsi que les questions relatives aux certifications.



RSPO : la table ronde sur l'huile de palme durable

La table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) est une initiative multipartite créée en 2004. Les membres fondateurs comprennent le *World Wide Fund For Nature* (WWF), Unilever, Migros et la *Malaysian Palm Oil Association* (MPOA). Comptant plus de 4 970 membres dans le monde entier, la RSPO représente toutes les parties prenantes du secteur de l'huile de palme : les producteurs d'huile de palme, les transformateurs et commerçants, les producteurs de biens de consommation, les détaillants, banques et organisations non gouvernementales.

Des principes et critères pour une production d'huile de palme durable ont été élaborés dès 2004. Ces principes sont les suivants :

1. Agir de manière éthique et transparente
2. Respecter les lois
3. Optimiser la productivité, l'efficacité, les impacts positifs et la résilience
4. Respecter les communes et les droits humains et créer des avantages
5. Soutenir l'intégration des petits exploitants
6. Respecter les droits et conditions des travailleurs
7. Protéger et améliorer les écosystèmes et l'environnement

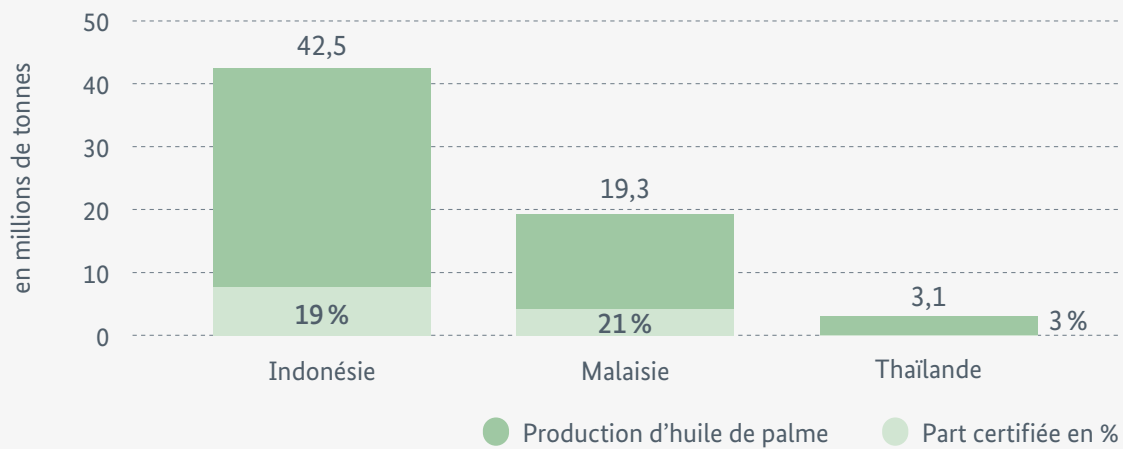
En 2020, 17,2 millions de tonnes étaient certifiées RSPO, soit 19 pourcent de la production mondiale. La majeure partie de l'huile de palme certifiée, à savoir 51 pourcent, provient d'Indonésie, suivie de la Malaisie (42 pourcent). La part restante provient de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Colombie et du Brésil.

La RSPO fait la promotion des petit.e.s exploitant.e.s agricoles à travers différents mécanismes : depuis 2019, il existe une norme simplifiée pour les petits exploitants indépendants, des formations sont dispensées et un fonds d'appui a été créé.



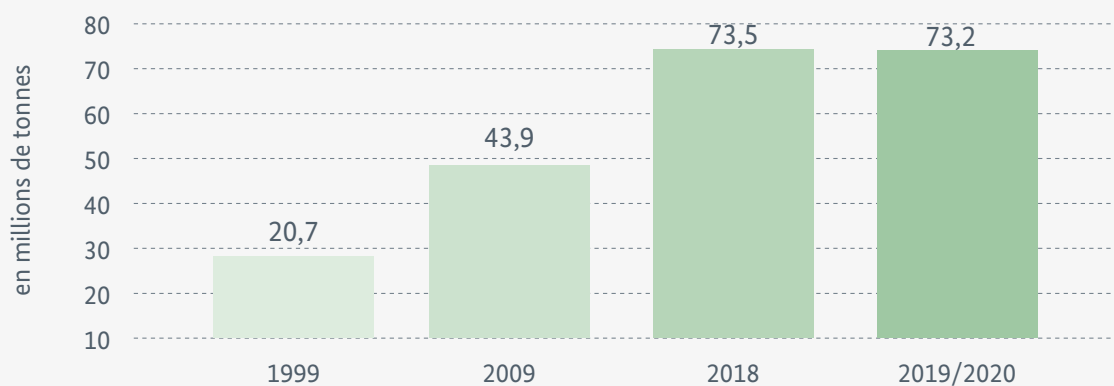
Récolte des fruits
d'un palmier à huile

HUILE DE PALME : principaux pays producteurs en 2019/2020



Source : rspo.org

HUILE DE PALME : production mondiale annuelle



Source : FAO



Le soja est principalement utilisé pour produire de la farine destinée à l'alimentation animale.



Soja

Le soja joue un rôle important dans la production de viande, de lait et d'œufs. Cela s'explique par la haute teneur en protéines de cette légumineuse. Plus de 80 pourcent de la production mondiale de soja est utilisée comme aliments pour les volailles, porcs, bovins et poissons. En même temps, le soja continue d'être le principal facteur agricole de déforestation.

Origine et production

Trois pays produisent 80 pourcent du soja consommé à l'échelle mondiale : les États-Unis, le Brésil et l'Argentine. En 2020-2021, la surface mondiale cultivée s'est élevée à 127,5 millions d'hectares, soit plus de 3,5 fois la surface de l'Allemagne. 361 millions de tonnes ont été produits au total. En 2018, l'UE a importé près de 10 pourcent (9,5 pourcent)

de la production mondiale de soja. La prospérité croissante et l'accroissement de la consommation de viande notamment en Chine continuent d'augmenter la demande de soja. Comparé à d'autres sources de protéines, le soja offre le rendement en protéines le plus efficace par hectare.

Dans nombre de régions rurales, la culture du soja a certes entraîné des investissements. Cependant, ceux-ci ont un prix social et écologique élevé. De 1990 à 2008, la culture du soja a participé à la déforestation de 13 millions d'hectares. Ceci correspond à environ 19 pourcent des déforestations mondiales causées par l'élargissement des surfaces agricoles. Seule la production de viande bovine provoque encore plus de déforestations. Les pays particulièrement touchés sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie.

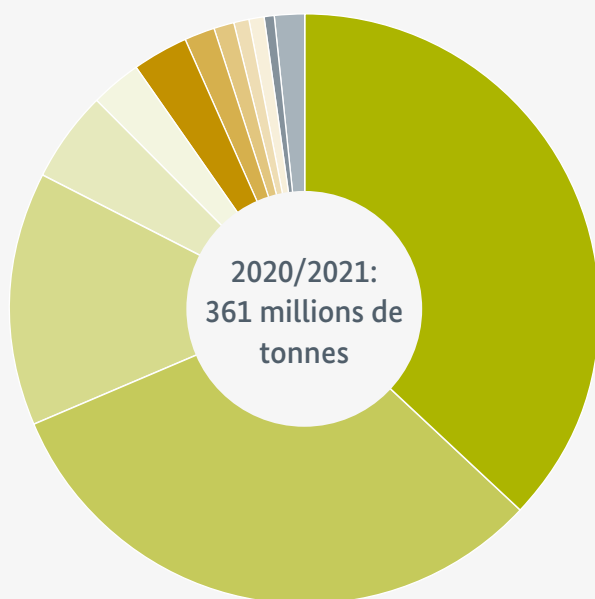
La plante de soja peut facilement être cultivée en rotation, p. ex. avec le maïs, et contribuer ainsi à améliorer la qualité des sols. Néanmoins, la culture du soja en Amérique latine est principalement réalisée à grande échelle, de manière hautement mécanisée et en utilisant largement des pesticides. Il n'est pas rare que les utilisateurs traditionnels des terres en Amérique latine soient évincés. Six grandes entreprises commerciales se partagent plus de la moitié des exportations de soja en provenance d'Argentine et du Brésil. 78 pourcent du soja cultivé dans le monde est génétiquement modifié. Bien que la culture de ces variétés ne soit pas autorisée dans l'UE, il est néanmoins admis d'importer certaines variétés approuvées.

Le rôle de l'Allemagne / de l'UE et la consommation

Près de 10 pourcent du soja produit dans le monde en 2017 a été consommé par les États membres de l'Union européenne. Sur les 34,4 millions de tonnes de soja dont l'Europe avait besoin, elle a tout juste produit 2,8 millions de tonnes elle-même. En 2018, l'Allemagne a importé plus de 6,1 millions de tonnes de fèves et de tourteaux de soja, consommant près de 4,1 millions de tonnes sur son territoire. On estime à 2,1 millions d'hectares la surface utilisée pour produire ces importations, soit l'équivalent de la surface du Land allemand de Hesse. En 2018, 47 pourcent de ces importations répondaient aux critères des directives de la FEAC, 22 pourcent étant certifiées « sans déforestation ».

75 à 80 pourcent des fèves de soja sont transformées en tourteaux qui sont presque entièrement utilisés pour l'alimentation des animaux. Aliment riche en protéines, le soja est devenu partie intégrante de la production de viande et de lait. La consommation de viande a ainsi un impact direct sur le déboisement des forêts tropicales. Le broyage des fèves de soja

SOJA : production mondiale



● Brésil	133 millions de tonnes
● États-Unis	113 millions de tonnes
● Argentine	50 millions de tonnes
● Chine	17,5 millions de tonnes
● Inde	10,5 millions de tonnes
● Paraguay	10,3 millions de tonnes
● Canada	6,4 millions de tonnes
● Russie	4,3 millions de tonnes
● Bolivie	2,9 millions de tonnes
● Uruguay	2,4 millions de tonnes
● UE	2,7 millions de tonnes
● Autres	plus de 5 millions de tonnes

produit non seulement des tourteaux de soja, mais également de l'huile de soja qui est utilisée comme huile comestible ou transformée en biodiesel.

D'ailleurs, nous, les humains, ne consomons que près de 6 pourcent des fèves de soja à l'échelle mondiale sous forme de tofu, de lait ou de sauce de soja.

En 2017, seuls 45 pourcent du soja utilisé en Allemagne répondaient aux critères des directives de la Fédération Européenne des Fabricants d'Aliments Composés (FEFAC) sur l'approvisionnement en soja. La part de soja garanti sans déforestation ne représentait qu'environ 16 pourcent du soja utilisé en Allemagne.

Production de soja durable

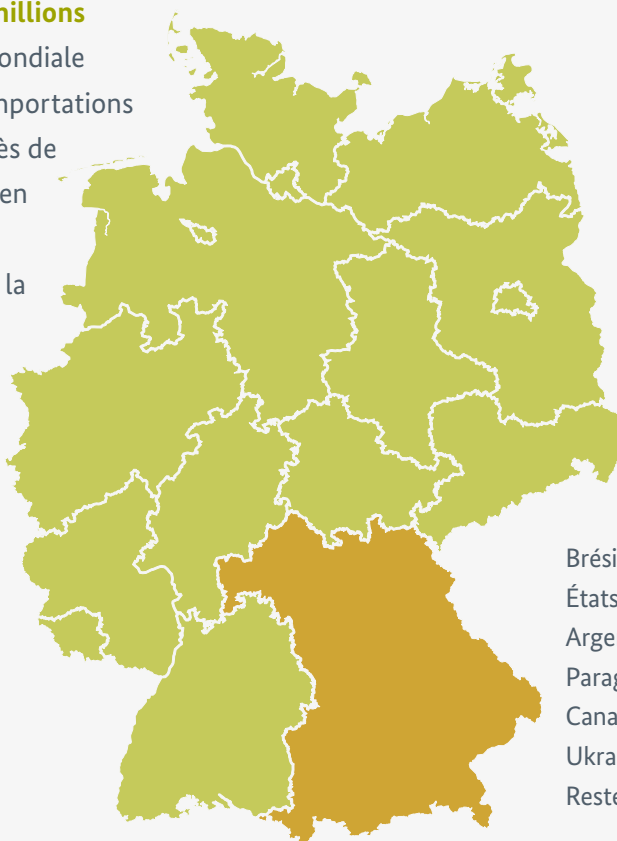
En Amazonie, il a été possible d'endiguer considérablement le déboisement continu depuis 2006. La quasi-totalité des acteurs majeurs de la chaîne d'ap-

provisionnement se sont déclarés prêts à ne plus acheter du soja cultivé sur des surfaces de forêts tropicales déboisées. Cependant, ces dernières années, l'on assiste à une recrudescence du déboisement en Amazonie.

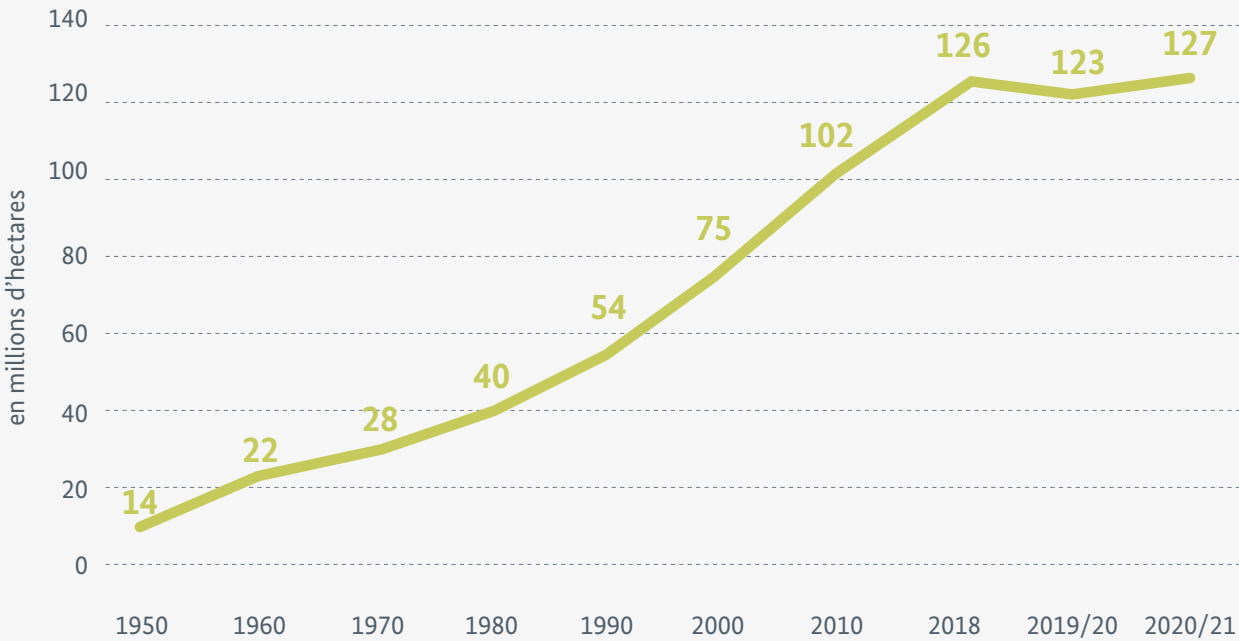
En outre, la production de soja a été étendue au-delà de l'Amazonie dans les savanes du nord et du nord-est du Brésil (Cerrado), ainsi que dans le Gran Chaco en Argentine et au Paraguay. Ces régions abritent également une riche diversité biologique qui se retrouve détruite. Principalement utilisé dans l'alimentation des animaux, le soja n'est ainsi consommé par les humains que de manière indirecte, c'est-à-dire par le biais de produits animaux. Les consommateurs finaux ne peuvent guère juger à quel point les aliments animaux employés sont durables. Jusqu'à présent, il n'y a qu'une demande très limitée de soja durable sous forme d'aliment pour animaux.

SOJA : consommation de surface pour les importations de soja par l'UE

En 2018, quelque **10,5 millions d'hectares** à l'échelle mondiale ont été consacrés aux importations de soja **de l'UE**, dont près de **6,8 millions d'hectares** en Amérique latine. Ceci correspond à peu près à la superficie de la Bavière.



SOJA : augmentation de la surface mondiale cultivée



Source : FAOSTAT et USDA



Les gousses de la plante de soja



Production dans
le secteur textile

5. Perspectives

Les entreprises allemandes et internationales devraient assumer davantage de responsabilité pour la nature et les êtres humains dans d'autres régions du monde. En guise de soutien, nous pouvons promouvoir des relations plus étroites entre les entreprises et les producteurs. Mais cela n'est pas suffisant : des lois harmonisées au niveau de l'UE peuvent contribuer à ce que les entreprises remplissent leurs devoirs de diligence. En même temps, nous devons soutenir les gouvernements sur place dans la création des conditions-cadre requises pour accroître la durabilité.

Ce qui doit se produire maintenant

Mieux intégrer les acteurs des pays partenaires

Les entreprises doivent intervenir activement sur le terrain. Les entreprises allemandes et internationales ne doivent se fier uniquement à leurs fournisseurs. Elles doivent s'impliquer elles-mêmes activement sur le terrain pour assurer des revenus décents. Il faut éviter que les petit.e.s exploitant.e.s agricoles dans les pays partenaires ne deviennent les otages de la bataille de prix que se livrent les entreprises et supermarchés allemands. C'est une bonne chose d'avoir des entreprises pionnières qui s'investissent individuellement. Mais ce n'est qu'en unissant nos forces que nous amènerons un changement plus systématique. Nous pouvons mettre en place des partenariats multipartites dans les pays producteurs qui mènent un dialogue régulier avec les partenariats multipartites en Allemagne. D'une part, ceci permet de sensibiliser les acteurs allemands aux sujets sur lesquels ils peuvent s'engager ensemble. D'autre part, les producteurs des pays partenaires comprennent mieux les exigences dans les pays consommateurs. Par ailleurs, il conviendra d'impliquer davantage les gouvernements partenaires et les organisations locales de la société civile telles que les fédérations de petit.e.s exploitant.e.s agricoles. À moins d'un changement des conditions-cadre politiques dans les pays partenaires, il n'y aura pas de changement durable au niveau des chaînes d'approvisionnement. Les entreprises veulent savoir si elles peuvent compter sur des gouvernements qui s'attachent à mettre en place des régions de cultures durables. Inversement, les gouvernements de districts doivent comprendre la plus-value qui se dégage lorsqu'ils procèdent à une planification plus durable de l'utilisation des terres, en donnant aux acteurs locaux l'occasion d'exprimer leur avis.

Établir des règles contraignantes dans les pays consommateurs

L'engagement volontaire et les partenariats multipartites ne suffisent pas toujours pour répartir équitablement la responsabilité en Allemagne au niveau de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement. Dans ces cas-là, des lois peuvent veiller à ce que toutes les entreprises assument une part de responsabilité. Pendant de nombreuses années, le Gouvernement fédéral allemand a mis sur un engagement volontaire des entreprises, dans le but de mettre en œuvre les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations unies en Allemagne. Un suivi réalisé à l'aide de prestataires de services indépendants a révélé que ces objectifs sont loin d'avoir été atteints. Pour ce cas-là, l'accord de coalition avait prévu une intervention de la part du Gouvernement fédéral allemand. Celle-ci a eu lieu sous la forme de l'adoption, par le Bundestag allemand, de la Loi sur le devoir de diligence des entreprises. En adoptant cette loi, l'Allemagne a défini pour la première fois de manière contraignante les obligations des entreprises en vue de protéger les droits humains reconnus à l'échelle internationale. Cette loi protège mieux les droits sociaux des personnes travaillant dans les chaînes d'approvisionnement, en améliorant ainsi leur participation à la croissance économique mondiale. Quant aux entreprises, elle leur apporte de la clarté et de la sécurité sur le plan juridique. La loi fait partie d'un mélange intelligent de mesures contraignantes et volontaires dans tous les maillons des chaînes d'approvisionnement. Le BMZ continuera à œuvrer à leur mise en œuvre.

PUBLIÉ PAR

Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ),
Division « Chaînes d'approvisionnement agricole durables, politique agricole internationale, agriculture, innovations »

RÉDACTION

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

CONCEPTION

wbv Media, Bielefeld; EYES-OPEN, Berlin

IMPRESSION

BMZ

Imprimé sur du papier certifié Ange bleu

FOTOS

Couverture : Monty Rakusen/gettyimages.de;

Face intérieure, p. 18, 23, 27,34, 48, 49, 51, 55 : Ute Grabowsky/photothek.net ;

p. 2, p. 4 : Bluesky60/stock.adobe.com ; p. 6, 40, 46 : Michael Gottschalk/photothek.net ; p. 8, 10 : Silvia Truessel/stock.adobe.com ;
p. 15 : tanrock Gaphoto/gettyimages.de ; p. 21, 30, 36, 60 : Thomas Imo/photothek.net ; p. 22 : Gael Gellé/GIZ ; p. 25 : Gael Gellé/GIZ ;
p. 29 : Thomas Koehler/GIZ ; p. 31 : subman/gettyimages.de ; p. 32 : Thomas Heinen/GIZ ; p. 33 : Chaay_tee/stock.adobe.com ;
p. 38 : joloei/stock.adobe.com ; p. 41 : wundervisuals/gettyimages.de ; p. 42 : Nikhil V. Patil/stock.adobe.com ; p. 44 : bonga1965/
shutterstock ; p. 45 : Joerg Boethling/visualindia.de ; p. 52 : oneinchpunch/stock.adobe.com ; p. 56 : nnattalli/shutterstock.com
p. 59 : Hassyoudo – stock.adobe.com

MISE À JOUR

Septembre 2021

SIÈGES DU MINISTÈRE

→ BMZ Bonn

Dahlmannstraße 4

53113 Bonn

Allemagne

Tél. : +49 228 99535-0

Fax : +49 228 99535-3500

→ BMZ Berlin | bâtiment Europahaus

Stresemannstraße 94

10963 Berlin

Allemagne

Tél. : +49 228 18535-0

Fax : +49 228 18535-2501

CONTACT

poststelle@bmz.bund.de

www.bmz.de